

LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

New-York.

VOL. III.

NEW-YORK, SAMEDI, 4 DÉCEMBRE 1830.

NO. 81

FRANCE.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PRÉSIDENCE DE M. LAFFITTE.

Séance du 28 septembre.

A une heure un quart, la séance est ouverte. Les tribunes publiques sont envahies.

Un petit nombre de députés est présent.

Quatre membres seulement sont au côté droit, et six au centre correspondant. Le côté et le centre gauches sont plus garnis.

Le procès verbal est lu et adopté sans réclamation.

La séance reste quelque temps suspendue, les députés n'étant pas en nombre pour délibérer. Avant de la reprendre, M. le président s'exprime en ces termes :

Le nombre total des députés est de 341 ; dans ce nombre 89 sont à réélire ou ont donné leur démission ; la majorité est de 172. Un nombre de députés bien supérieur à celui là se trouve dans la salle, nous sommes donc en nombre suffisant. La délibération va s'ouvrir sur M. de Peyronnet. Je vais lire la proposition qui le concerne.

« La chambre des députés accuse de trahison M. de Peyronnet. »

M. de Boissier demande la parole.

Messieurs, dit-il, vous avez accordé quelque attention aux paroles que l'un de nos honorables amis est venu prononcer devant vous en faveur de l'un des anciens ministres. Ce qu'il a fait, je me proposais de le faire, car moi aussi j'avais à remplir un devoir de conscience et d'amitié envers un homme qu'il est impossible de ne pas honorer quand on l'a bien connu. (Quelques voix : oh ! oh !)

Une autre obligation, Messieurs, m'appelle en ce moment à cette tribune : je n'ai pas la prétention de croire que dans les circonstances présentes mon témoignage puisse être d'un grand poids. Je sais combien de fautes préventions s'attachent au nom du dernier ministre de l'intérieur, et en m'efforçant de les combattre, je dois bien plus encore que mon honorable collègue, M. Berryer, craindre que ma voix ne vous paraisse suspecte ; mais ma conscience me presse et je me reprocherais toute ma vie de ne vous avoir pas déclaré dans ce moment extrême que lorsque M. de Peyronnet entra dans le ministère, il m'exprima l'intention formelle de gouverner selon les lois et de respecter, de conserver toutes les libertés publiques. Jusqu'au jour fatal, son langage a été le même ; et je ne puis expliquer sa funeste adhésion aux actes du 25 juillet que par la généreuse formation d'une âme forte qui se résigne à tout plutôt qu'à paraître subjugué par la crainte. (À gauche : Allons donc !)

L'orateur entre alors dans le détail des griefs énoncés dans le rapport de la commission, et s'efforce de les combattre.

M. le Président relit d'une voix lente et ferme tous les chefs d'accusation et les met aux voix successivement.

« Pour avoir abusé de son pouvoir, afin de fausser les élections et de priver les citoyens du libre exercice de leurs droits civiques. »

Toute la gauche et le centre se lèvent comme un seul homme. Une partie du centre droit ne prend pas part à la délibération. M. de Martignac reste constamment la tête appuyée sur son bureau. M. de Noailles, qui siège au second banc du côté droit, se lève pour chaque chef d'accusation, le reste des membres de la droite vote contre.

M. le Président : Je mets aux voix le second chef d'accusation : « Pour avoir changé arbitrairement et violemment les institutions du royaume. »

Le vote par assis et levé présente les mêmes circonstances que pour le premier chef.

M. le Président : « Pour s'être rendu coupable d'un complot attentatoire à la sûreté intérieure de l'état. » Même vote.

M. le Président : « Pour avoir excité la guerre civile, en armant ou portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres, et porté la dévastation et le massacre dans la capitale et dans plusieurs autres communes. » Même vote.

M. le Président : La chambre va passer au scrutin secret, j'invite MM. les députés à rester à leurs places et à ne point stationner dans les couloirs quand ils auront voté.

La chambre vote au scrutin secret avec le plus grand ordre ; l'opération donne le résultat suivant :

Nombre des votants.....	286
Majorité absolue.....	144
Boules blanches.....	232
Boules noires.....	54

M. le Président : En conséquence M. de Peyronnet sera traduit devant la chambre des pairs.

M. le Président : « La chambre accuse de trahison M. Chantelauze. » La parole est à M. Tardy.

MM. Tardy et Augustin de Leyval prennent parti pour M. de Chantelauze ; ils se proposent à la chambre qu'il n'a signé les ordonnances, que malgré lui ; M. de Tracy repousse ces excuses.

M. le Président met aux voix tous les chefs d'accusation qui sont les mêmes pour chaque ministre.

Une partie de la droite, plus considérable que dans le vote relatif à M. de Peyronnet, s'abstient de voter sur chaque article. La gauche se lève toujours en masse.

Le scrutin secret, fait avec silence et lenteur, donne les chiffres suivants :

Votants.....	297
Boules blanches.....	222
Boules noires.....	75

M. le Président : En conséquence, la chambre accuse de trahison M. de Chantelauze et le traduit devant la chambre des pairs.

M. le Président : La discussion s'ouvre maintenant sur M. de Guernon Ranville ; mais je dois commencer par donner connaissance à la chambre d'une lettre qui vient de m'être remise à l'instant.

Cette lettre de l'avocat de M. Guernon-Ranville accompagne l'envoi de quelques observations imprimées, en faveur de son client. La chambre en entend la lecture. Cet écrit a principalement pour objet d'établir que M. Guernon Ranville a agi, à propos des ordonnances, sans intention criminelle et malgré lui.

La chambre successivement consultée sur les trois premiers chefs, en déclare par assis et levé M. Guernon de Ranville coupable.

Au moment où le 4^e chef est soumis à la chambre, M. Duvigner de Hauranne fait quelques observations en faveur de M. Guernon de Ranville ; elles sont repoussées par M. Marchal.

Le quatrième chef est mis aux voix et adopté par assis et levé, à la majorité qui s'est prononcée à l'égard des autres ministres.

Le scrutin secret donne le résultat suivant :

Nombre des votants.....	289
Majorité absolue.....	145
Boules pour l'accusation.....	215
Boules contre.....	74

M. le Président : La chambre traduit M. de Guernon Ranville devant la chambre des pairs, comme coupable du crime de haute trahison.

La discussion doit s'ouvrir sur M. le baron d'Haussez ; quelqu'un demande-t-il la parole ?

Le général Lamarque et M. A. Périer disent quelques mots sur le caractère honorable de M. d'Haussez.

La chambre vote l'accusation de M. d'Haussez sur les quatre chefs d'accusation d'abord par assis et levé sur chaque chef séparément et ensuite à un scrutin secret qui donne le résultat suivant :

Nombre des votants.....	274
Majorité absolue.....	140
Pour l'accusation.....	213
Contre.....	66

Des décisions identiques sont également votées à l'égard de MM. Capelle et Montbel, sans qu'elles donnent lieu à aucun incident.

Le résultat du scrutin est, à l'égard de M. Capelle :

Nombre des votants.....	263
Majorité absolue.....	132
Boules pour l'accusation.....	202
Boules contre.....	61

A l'égard de M. de Montbel :

Nombre des votants.....	256
Majorité absolue.....	129
Boules pour l'accusation.....	187
Boules contre.....	69

M. le Président : En conséquence des sept scrutins qui ont eu lieu, la chambre des députés accuse de trahison MM. de Polignac, de Peyronnet, Chantelauze, de Guernon-Ranville, d'Haussez, Capelle et de Montbel, ex-ministres, signataires des ordonnances du 25 juillet : Pour avoir abusé de leur pouvoir, afin de fausser les élections et de priver les citoyens du libre exercice de leurs droits civiques.

Pour avoir changé arbitrairement et violemment les institutions du royaume ;

Pour s'être rendu coupable d'un complot attentatoire à la sûreté intérieure de l'état ;

Pour avoir excité la guerre civile, en armant ou portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres, et porté la dévastation et le massacre dans la capitale et dans plusieurs autres communes ;

Crimes prévus par l'article 56 de la Charte de 1814, et par les articles 91, 109, 110, 123 et 125 du code pénal.

En conséquence, la chambre des députés traduit MM. de Polignac, de Peyronnet, Chantelauze, de Guernon-Ranville, d'Haussez, Capelle et de Montbel, devant la chambre des pairs.

Trois commissaires pris dans le sein de la chambre des députés seront nommés par elle au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, pour, en son nom, faire toutes les réquisitions nécessaires, suivre, soutenir et mettre à fin l'accusation devant la chambre des pairs, à qui la présente résolution et toutes les pièces de la procédure seront immédiatement adressées.

La séance est levée à 5 heures et demie.

Demain séance publique à une heure.

Séance du 29 septembre.

On remarque dans l'enceinte du parquet six tables destinées aux scrutateurs qui vont être désignés pour le dépouillement du scrutin relatif à la nomination des commissaires chargés de suivre et de soutenir l'accusation des anciens ministres devant la chambre des pairs.

La séance est ouverte à une heure un quart.

Le procès-verbal de la séance d'hier est lu et adopté sans réclamation.

Le petit nombre de députés présents oblige à suspendre la séance. A deux heures moins un quart, MM. les députés sont invités à prendre leur place.

M. le Président : L'ordre du jour est la nomination des commissaires chargés de soutenir l'accusation des ministres devant la chambre des pairs ; votre commission a proposé l'article suivant :

« Trois commissaires pris dans le sein de la chambre des députés seront nommés par elle au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, pour, en son nom, faire toutes les réquisitions nécessaires, suivre, soutenir et mettre à fin l'accusation devant la chambre des pairs, à qui la présente résolution et toutes les pièces de la procédure seront immédiatement adressées. »

M. le Président : Je vais mettre aux voix le paragraphe proposé par la commission s'il ne s'élève pas d'autre réclamation.

M. de Corcelles se place : J'ai demandé qu'il y eût cinq commissaires au lieu de trois.

M. le Président : Cette proposition est-elle appuyée. (Oui, oui, non, non.)

La proposition est mise aux voix et rejetée par la droite, les centres et le côté gauche.

Le paragraphe de la commission est adopté à la presque unanimité.

M. le Président tire au sort les noms de douze scrutateurs nécessaires pour le dépouillement des scrutins de listes.

Ce scrutin donne le résultat suivant :

Nombre des votants.....	254
Majorité absolue.....	128

M. Béranger a obtenu 226 suffrages, M. Persil 129, M. Madier de Montjau 115, M. de Schonen 95, M. Daunant 68, M. Bernard 55, M. Villemain 24, M. Marchal 15, M. Poitevin 6, M. Mauguin 4, M. Dupin 4, M. Salvette 3.

Voix perdues 19.

M. le Président : M. Béranger ayant obtenu la majorité absolue est proclamé l'un des commissaires. On va procéder à un second scrutin pour la nomination des deux autres.

Le dépouillement du scrutin donne le résultat suivant :

Nombre des votants 260 ; majorité absolue 131.

M. Persil a obtenu 201 suffrages, M. Madier de Montjau 156, M. de Schonen 144, M. Bernard 20, M. Daunant 17.

M. le Président ; MM. Persil et Madier de Montjau ayant obtenu la majorité absolue, sont nommés commissaires.

M. Enouf avait proposé un article additionnel à la résolution de la commission ; mais il l'a retiré pour en faire l'objet d'une proposition qui doit être d'abord soumise aux bureaux.

L'ordre du jour est le rapport de la commission chargée d'examiner la proposition de M. Boissy-d'Anglas.

M. Marshal, rapporteur de la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif aux pensions accordées à titre de récompenses nationales, a la parole.

La commission adopte l'article premier, et rejette les articles 2 et 3, qu'elle remplace par la disposition suivante :

« Les pensions accordées depuis le 1^{er} janvier 1828, en vertu de la loi du 11 septembre 1807, seront l'objet d'une révision qui devra être faite dans le délai de six mois. »

Seront révoquées et rayées du grand-livre de la dette publique, les pensions qui n'auront pas été accordées à la distinction des services et à l'insuffisance de la fortune, ainsi que le prescrit la loi précitée.

« Les titulaires des pensions annuelles ne seront pas tenus à la restitution des arrérages qu'ils auront touchés. »

Cet amendement est accueilli par les murmures du centre droit.

M. Persil, rapporteur de la commission chargée de l'examen du projet de loi pour la garantie, jusqu'à concurrence de 60 millions, des prêts à faire au commerce, a la parole.

La commission conclut au rejet pur et simple de la proposition ministérielle. Le véritable besoin du commerce, dit M. le rapporteur, c'est la sécurité ; la véritable cause des inquiétudes qui le paralysent, c'est l'insécurité patente des lois, le défaut de vigueur des agents de l'autorité.

Que les lois soient faiblement ou point exécutées, c'est ce qui n'est pas niable. On imprime que plusieurs sont tombés d'accord avec le dernier gouvernement ; en attendant que le pouvoir légitime, dont on attaque aussi l'existence, les modifie ou les révoque, on n'a rien de leur obéir.

Nous en avons, Messieurs, un exemple mémorable, parce qu'il détruit tout espoir de tranquillité. L'article 291 du Code pénal a pourvu au danger des associations politiques ; cet article a été invoqué par le souvenir de cette société des Jacobins dont le nom seul fait encore frissonner d'épouvante. Pourquoi donc ne pas en user pour assourdir ces clubs que l'ambition dévore, pour que toute autre passion, fût-elle au sein de la capitale, et qui portent l'effroi jusque dans les provinces, où des commissaires envoyés de Paris vont leur chercher des affiliations ?

Voilà ce qui détruit la confiance ; voilà ce qui arrête les capitaux et paralyse l'industrie. Vous démontrerez, ce qui ne serait peut-être pas trop facile, que les clubs d'aujourd'hui ne ressemblent pas aux clubs d'autrefois, que vous ne réussirez point à calmer toutes les inquiétudes. La loi vous en fournit le moyen, et vous seriez coupable de ne pas l'employer.

Une assez vive agitation se manifeste après le rapport de M. Persil.

M. le Président : M. Mauguin a la parole pour le développement de sa proposition.

Plusieurs voix : Non ! non ! A demain.

D'autres voix : Parlez ! parlez ! il n'est pas cinq heures.

M. Mauguin monte à la tribune et s'adresse à M. le Président.

Voix au centre : Parlez à la chambre.

M. Mauguin : Il est cinq heures moins deux minutes. (Parlez ! parlez !)

Un profond silence s'établit. M. Mauguin s'exprime en ces termes :

Messieurs, je viens appeler votre attention sur la situation de la France. Le rapport que vous venez d'entendre est une nouvelle preuve de l'importance de la matière. Lorsqu'un voyageur se trouve dans un lieu inconnu, de temps en temps il s'arrête, il interroge l'horizon, il reporte sa pensée sur les chemins qu'il a parcourus pour mieux connaître ce qui lui reste à parcourir. Nous aussi, emportés par un orage loin des routes ordinaires, nous nous trouvons sur une terre inconnue ; arrêtons-nous donc un instant et jetons un regard sur le passé, nous en devinerons mieux notre avenir. Il est des voies certaines qui conduisent à des succès, ni vous ni moi, nous ne voulons y tomber, et notre premier devoir est de veiller au salut de la patrie.

Il est pour le corps social, comme pour le corps humain, des temps de crise et de maladie. Qu'une révolution de palais s'accomplisse, la surface de la société en est seule agitée. Les peuples n'y prennent qu'un intérêt de curiosité, et ils assistent comme à un grand spectacle au combat de deux ambitions privées. Il en est autrement dans les révolutions de choses et de principes. Elles agitent, elles pénètrent une société dans toutes ses profondeurs. Point de révolution de ce genre, sans une lutte sanglante où chacun prend part, soit par ses actes, soit par ses vœux ; et le plus souvent dans les temps de parti, les vœux compromettent autant que les actes. Chacun alors est ou vainqueur ou vaincu, et plusieurs phénomènes se manifestent, tous inséparables de la nature humaine. Le premier et le plus dangereux de tous, c'est une inquiétude générale qui s'empare des esprits.

La sécurité de tous est troublée, car le parti vaincu est toujours là qui cherche à reprendre la victoire. Un instinct admirable en avertit le peuple et il se demande sur le champ s'il est suffisamment protégé. Qu'il voie le pouvoir dans des mains fermes et habiles, il prendra confiance. Le soldat dort tranquille quand il sait que son chef veille sur lui. Si au contraire le pouvoir est dans des mains débiles et glacées, s'il lui pèse, si les chefs ne savent ni calculer ni prévoir, l'anxiété s'empare des esprits, un malaise secret les tourmente. Peu à peu la vie s'effrite dans le gouvernement, mal d'autant plus grave qu'on ne sait où le saisir.

Un second phénomène se manifeste, qui tient surtout à l'organisation de nos sociétés modernes. De nos jours, point de vie sociale sans con-

merce et sans industrie. Les capitaux veulent surtout un tranquille avenir; au moins mouvement dans l'état, ils se retirent et attendent l'événement. Les classes ouvrières sont alors en souffrance, et comme elles vivent le soir du travail du matin, elles deviennent turbulentes parce qu'elles sont inoccupées, et l'inquiétude s'en augmente.

Enfin, il faut remarquer encore cette énergie de passions, qu'une révolution développe. Tout vainqueur veut avoir sa part des profits de la victoire, parce qu'il a eu sa part des périls et des combats. Les uns s'attachent à la fortune, aux honneurs, les autres au triomphe de leurs principes, ils les poussent aux dernières conséquences, ils exigent comme droit ce qu'ils ont payé de leur sang; leur impatience redouble la fermentation commerciale, car les exigences du parti vainqueur ne sont pas un des moindres embarras de la victoire. Ces trois phénomènes devaient surtout se faire sentir dans une nation comme la nôtre, vive, ardente, et pleine encore des souvenirs et des craintes de notre première révolution. Ainsi mouvement des esprits à diriger, travail à fournir aux classes ouvrières, sûreté à tous, voilà ce que devait faire le ministère, et ce qu'il devait faire sur le champ, car dans une révolution, il faut toujours que le gouvernement marche en avant de la nation, qu'il se garde surtout de se borner à la suivre.

Le sentiment de la sûreté personnelle est de tous le plus défiant et le plus inquiet. La France n'avait pas seulement à craindre un parti intérieur, elle avait aussi à se prémunir contre les puissances étrangères. Il ne faut pas se le dissimuler, le principe de la souveraineté nationale, jeté tout à coup au milieu de la vieille Europe, doit l'étonner et la mettre en garde. Il fallait donc créer une armée, non-seulement comme rempart contre le dehors, mais comme moyen de sécurité pour l'intérieur; il fallait aussi organiser la France, mais d'une main puissante qui sait tout embrasser, et par des commissaires, comme en 1815, tout le monde le sent aujourd'hui; mais ce que l'événement révèle au vulgaire, des ministres doivent le prévoir. Il faut qu'ils se soient tellement emparés de l'état, qu'au moment du danger ils l'aient dans leurs mains; que leurs manœuvres soient justes et promptes, et qu'au cas de commandement tout se presse et obéisse.

Mais pour qu'on voie régner cette harmonie des mouvements, une première loi est nécessaire, c'est que les chefs de ces ordres non-seulement méritent, mais encore aient déjà la confiance. Delà cette nécessité de les choisir parmi les hommes qui ont la foi du parti triomphant, et qui ont vaincu avec lui. Toute la France devait dater du même jour. Sans doute il y aurait eu des erreurs, on aurait pu en faire un crime à l'administration; plus tard, elle les aurait réformées avec sagesse et lenteur. Le bien eût été d'elle, le mal des circonstances; mais il fallait surtout développer les moyens de travail; il fallait livrer enfin à l'industrie cette terre de France enchaînée de mille entraves. Alors vous auriez vu l'activité nationale se porter sur mille points différents, saluer avec ardeur, dans la jeune armée, le drapeau reconquis, se jeter dans les travaux, l'industrie; le mouvement des esprits se serait calmé; au lieu d'arrêter la révolution, vous l'eussiez dirigée. Je n'oublie pas plus ces principes de liberté dont il fallait se hâter de donner les conséquences, ces lois promises par la Charte, qui se font encore attendre. Mais ici, je le déclare, la France en est encore à ce point, où, sur les questions de théorie il sera facile désormais de s'entendre. Quelques grandes questions nous divisent encore, chacun les discutera de bonne foi, et je le dis à l'avance, qu'une bonne loi d'élection soit rendue, que le cens électoral soit abaissé à deux cents fr. (ah! voilà,) et la France jouira de plus de liberté que n'en eût jamais aucune nation sur la terre. Voilà ce qu'on devait faire, je le pense du moins. Voyons maintenant ce qu'on a fait, rien. (Agitation aux deux centres.)

Cinq millions ont été donnés à la ville de Paris, remède insuffisant et purement local. Le commerce avait demandé un prêt considérable au commencement du mois d'août, une commission de négociants a fait son travail en douze heures, aujourd'hui seulement le rapport a été présenté à la chambre, après être demeuré un mois entre les mains du ministre. La sûreté extérieure a été également négligée. (Violens murmures. Non, non.) On a licencié les Suisses et la garde royale, il le fallait; mais l'armée où est-elle? Nos arsenaux, nos places fortes, en quel état sont-ils? Cependant vous voyez, ce qui se passe chez un peuple voisin. Le Belge héroïque se plaint de l'intervention déguisée. (Violens murmures; cela n'est pas.)

Pour l'organisation extérieure, on a suivi le système de centralisation, et justement blâmé à la tribune. On a voulu tout faire à Paris; aussi a-t-on vu fondre sur Paris cette anée de solliciteurs, on leur a jeté la France comme une proie, honteuse curée, ombre au soleil de notre glorieuse révolution.

Mais ici s'est marquée la division qui existe dans le ministère: l'un a tout changé, l'autre a changé à moitié, le troisième n'a rien changé du tout. (Rires à gauche.) Sous lui l'impôt s'est désorganisé, et l'ancienne administration s'est étonnée de rester à sa place.

Dans les choix, même différence. Le premier, afin de tous pour sa probité politique, a choisi dans l'opinion nationale, l'autre s'est laissé aller aux coteries, le troisième prend ceux que son administration lui présente; c'est à dire ceux que M. de Polignac avait nommés. Un fait plus grave a frappé tous les esprits, deux principes se combattent: la souveraineté nationale, et le droit divin. On a vu avec étonnement appelé à la plus haute mission le moteur de la légitimité et le patriarche du droit divin. (Rires prolongés.)

«Voyez-vous que je vous dise les effets de ce système? Quand on ne s'attache qu'à faire des bienfaits du peuple, si se fait justice lui-même. Les réformes se faisaient attendre, des réformes ont chassé les autres, des communs les autres, des départements les autres préfets.

En même temps on a écarté sur plusieurs points le royaume des mouvements de la classe ouvrière; alors chacun a été frappé de l'inaction du gouvernement; on a commencé à craindre, le crédit s'est ébranlé, un malaise général a pénétré tous les esprits; l'inquiétude est venue, et de ce mouvement sont nées les sociétés populaires. (Ecoutez! écoutez!) On leur a donné de l'importance et en paraissant les craindre. On a parlé d'un parti républicain; mais oubliez-vous que ce parti a fait, il y a deux mois, le sacrifice de ses doctrines? peut-il vouloir aujourd'hui par le désordre et l'anarchie, ce qu'il n'a pas voulu les armes à la main?

On s'est occupé de quelques jeunes gens qui discutaient avec toute l'ardeur de leur âge, et l'on a oublié le parti qui nous observe en silence, prêt à fomentier le moindre dissentiment. A Paris, une secte à la fois religieuse et philosophique s'est formée. Elle a tout ce qui accompagne l'enthousiasme, les idées généreuses et les erreurs. Elle a notamment sur la propriété des biens qui lui sont propres. Certes, ce qu'il y a de moins à craindre en France, c'est d'y voir prévaloir le principe de la communauté des biens, fraction à peine aperçue dans la société, on en fait l'objet d'un effort universel, et sur ce qu'on a dit le ministère, sur ce qu'on ont dit ses écrivains, chacun a cru voir la loi faire à sa place. (Interruption.) Est-ce un service rendu par le ministère que d'avoir donné de l'importance à des erreurs qui comptent à peine quelques partisans.

C'est d'avoir placé dans le conseil quatre ministres qui délibèrent sans pouvoir agir, ce qui dans le cas de dissentiment, ne peut produire qu'une sorte de paralysie. Au milieu du mouvement universel, le plus grand fléau d'un état est l'inaction du pouvoir; cette inaction est-elle donc sans danger pour la France? Je ne le pense pas. L'inaction, c'est la honte, l'approbation des classes nombreuses pourront se trouver sans travail, et sans sans économies. Ne serait-il pas possible qu'un ennemi puissant profitât pour fonder quelque désordre du malaise matériel et de ce que mécontentement politique? Sans doute nous n'avons pas à le craindre, mais ne faut-il pas tout prévoir? Ne s'agit-il pas d'être sûr de ce qui se passe dans l'ouest et dans le midi? Ces correspondances secrètes que l'on signale, ces sermons que l'on dit commandés à tant de fonctionnaires par un pouvoir secret, qu'en sont-ils? Il y a tant au dedans qu'on d'hors des mesures à prendre: le ministère ne les prend pas; soyez donc ses conseils et ses guides; voyez le mal, indiquez le remède, qu'il assure le salut de la patrie, voilà tout ce que lui doit demander cette opposition qu'il trouve si vive et dont il ne doit pas plus suspecter les intentions qu'elle ne suspecte les siennes.

Une très vive agitation succède à l'improvisation de M. Mangin. Elle a duré près d'une heure et a produit sur la chambre une forte impression.

M. Agier demande la parole. Plusieurs membres du centre crient aux voix. L'honorable membre se lève, et prononce, en réponse à M. Mangin, quelques paroles presque aussitôt interrompues par le bruit des conversations. M. Agier passe au der-

nier feuillet de son discours; sa voix est couverte par les cris, à demain! à demain! il est six heures.

M. le ministre de l'intérieur demande la parole. Je prie la chambre, dit-il, de renvoyer cette discussion à demain. Je désire qu'elle ait toute l'étendue, toute la liberté possible. (Bravo! bravo!) Aucune question soulevée par M. Mangin ne sera éludée; tout sera dit, car il a parlé de tout. Je demande le renvoi à demain. (Où! où!)

La séance est levée.

La chambre se sépare au bruit des plus vives agitations.

Séance du 30 septembre.

A une heure et demie la séance commence.

M. Subertin la parole. La proposition de M. Mangin tend à ce qu'il soit nommé une commission d'enquête pour examiner l'état de la France. L'orateur, après avoir établi l'opportunité de l'enquête réclamée, soutient qu'elle peut être exercée en France sans mettre en péril la chose publique, sans entraver la marche du gouvernement.

Un honorable rapporteur, par une transition à laquelle la séance de samedi et la discussion sur les commissaires-priseurs nous avait préparés, a parlé des sociétés populaires. Il en a parlé avec chaleur et la puissance de parole d'un homme qui, après avoir attaqué hier ces sociétés en sa qualité de député, pourrait les poursuivre aujourd'hui comme procureur général.

Il est injuste de représenter ces sociétés comme ennemies de l'ordre public. Je ne voudrais pour les justifier que rappeler ce qui s'est passé; je ne voudrais que rappeler l'empressement avec lequel l'une de ces sociétés s'est retirée dès qu'elle y a été invitée au nom de l'ordre public. Soyez en sûrs, messieurs, elles n'attendent pas pour dissiper l'application de cet article 291 du code pénal dont M. le ministre de l'intérieur a cru devoir les menacer. Je conçois difficilement comment on pourrait prouver à la population de Paris qu'il y a quelque danger dans la réunion de 2 ou 300 personnes. La population de Paris nous a prouvé, il y a peu de temps, qu'elle ne se laisse pas facilement effrayer.

L'orateur se demande s'il n'y a pas un grave motif d'inquiétude dans le refus de serment d'un grand nombre de fonctionnaires. Ne peut-on pas penser avec raison que ces hommes ont une arrière pensée et qu'ils attendent pour la mettre à découvert une inspiration étrangère à la France, étrangère à leurs devoirs.

Il y a là des motifs d'inquiétude plus sérieux que dans des discours de citoyens qui pourraient avoir le droit de demander qu'on interprète leurs discours par leurs actions et par leurs intentions, que dans les productions d'une secte obscure, aussi inhabile à faire prévaloir ses doctrines qu'à les rendre intelligibles. (Plusieurs voix: Très bien! très bien!)

L'orateur voit une cause de juste inquiétude dans les discours audacieux ment publiés des partisans de l'absolutisme, qui appellent notre situation actuelle les cent jours du libéralisme, et qui ne dissimulent pas l'espoir qu'ils ont de voir remonter sur le trône cet enfant qui les courtisans, avec une affectation marquée qui touchait à l'ironie, nommaient l'enfant du prodige. (Mouvement.)

M. Luppé obtient la parole et combat les divers arguments de MM. Mangin et Salvaterra, qu'appuie M. Andry de Rivarceau.

M. Casimir Perrier parle en faveur du ministère.

M. Benjamin Constant. — Il semble que l'on veuille toujours regarder comme ennemis ceux qui ont fait la glorieuse révolution dont nous nous glorifions, mais nous véritables ennemis font tout ce qu'ils peuvent pour jeter le trouble parmi nous. Car je vois beaucoup de danger dans des articles qu'on publie aujourd'hui, et qu'on n'aurait pas osé imprimer sous l'ancien gouvernement. Partout on voit dans les placards imprimés sous le nom des sociétés populaires, des noms qu'on a vu figurer dans le Drapeau blanc il y a trois ans.

On a été plus loin, on a comparé le Roi des Français à Don Miguel, et on l'a appelé usurpateur. Je le demande, ceux qui publient de pareilles assertions ne sont-ils pas nos véritables ennemis? Il y a des hommes qui regardent la mitraille et le carnage comme utiles à l'humanité. Ces hommes parlent des vertus de Charles X, plaignent ses infortunes et appellent, n'en doutez pas, de tous leurs vœux un ordre de choses, une dynastie que la France a repoussée.

M. Malherbe de Montigny. — Les ministres ont cru pouvoir repousser par le dédain des explications qui leur étaient demandées par un parti. Ils ont souffert dans la capitale des sociétés qui sèment l'inquiétude parmi les citoyens, des principes subversifs ont été annoncés au milieu d'un peuple qui veut l'ordre et la tranquillité. La France a accueilli avec acclamation la nomination de son Roi, elle a applaudi aux actes de la chambre. Un poète célèbre a dit: Ils ont mis fin à deux royaumes, celle des Tudors et celle de la chanson. Quant à moi, Messieurs, je me serais trouvé coupable si j'avais hésité à partager la satisfaction générale. Vous, qui hésitez encore, pensez-y, dans une lutte inégale vous briserez votre popularité contre la popularité du roi-citoyen et contre celle du héros des deux mondes.

Le jour où nous nous devons armer d'une force menaçante contre ces hommes qui s'agitent sur le sort du monarque déchu; il est temps que cela cesse. Quant à celui qui fut leur maître, il n'en coûte d'ajouter à son infortune, mais il ne faut plus parler de lui que comme en parlera l'histoire.

L'honorable membre termine en votant contre la prise en considération de la proposition.

M. Pailhas prononce au milieu du bruit un discours contre la prise en considération.

M. Vissier vote contre l'enquête; il s'élève avec force contre les sociétés populaires. Si ces rassemblements étaient tolérés pendant longtemps, on verrait d'un bout de la France à l'autre s'élever des milliers de tribunes prolongeant la fermentation dans les masses, et les lois resteraient sans force. Ce n'est pas là une prophétie, messieurs, c'est de l'histoire. Lorsque vous savez nous accusés des rois de ne rien oublier et de ne rien apprendre, gardez-vous de vous de redire un pareil reproche.

M. Aleck prononce un discours qui ne parvient pas jusqu'à nous.

M. de Tracy défend les sociétés populaires, et vote contre la prise en considération.

M. Mangin. — Je ne répondrai pas à deux des orateurs entendus dans cette discussion. Il faudrait pour le faire renouer des passions qu'il faut éteindre. Nous devons chercher, non à nous diviser, mais à nous unir. Je ne répondrai qu'aux deux conseillers de la couronne qui ont porté la parole dans cette discussion. L'un d'eux a dit que le ministère actuel avait été présenté au roi par la commission municipale de Paris. Cela est vrai. La conséquence en est qu'il n'y a pas d'immunité contre cette commission et le ministère.

On nous a beaucoup parlé des travaux du ministère, de ce qu'il a fait. Je sais qu'il a consommé plus de temps à nommer des maires et des juges qu'il n'en aurait fallu pour adopter la loi municipale.

On nous a dit que si l'étranger pensait à nous menacer un mouvement général éclaterait de toutes parts; mais ce mouvement irrégulier commènerait trop d'hommes et de richesses. Quand il s'agit de sauver le pays, le principe est de le faire avec le moins d'hommes et avec le moins d'argent possible.

On a dit que Paris avait fermé lui-même les sociétés populaires. Oui, la force armée, la force nationale est intervenue. Mais comment est elle intervenue, lorsqu'on a eu alarmé, effrayé sur des choses qui ne devaient inspirer ni alarmes ni effroi. On a relevé une de ses expressions: Vainqueurs et vaincus, je sais qu'il n'y a plus de vaincus ou vaincus. Nous sommes maintenant dans le régime des capacités. Il nous faut des capacités, n'importe leurs noms, leurs couleurs, le drapeau qu'elles aient suivi. (Bravos prolongés.)

L'orateur auquel je réponds a se blé reconnaître la nécessité de ma proposition, en disant qu'il reconnaissait qu'on n'avait pas suffisamment usé du pouvoir.

Sous la promesse faite par le ministère de prendre une route plus sûre de faire ce que réclame la France, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, je retire ma proposition. (Bravos prolongés.)

La séance est levée.

Demain, discussion de la loi sur la suppression des juges auditeurs.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 1^{er} octobre.

A deux heures et demie, la séance est ouverte. M. le ministre de l'instruction publique, MM. Gentil de Bussy et Allent, commissaires du roi, sont au banc des ministres.

La lecture du procès-verbal de la dernière séance est adoptée.

Quatre pairs se présentent pour prêter serment; ce sont MM. le duc de Sabran, duc de Feltre, comte de Lagarde et de Verrhuel.

M. le duc de Sabran: Je demande à motiver mon serment. (De toutes parts: Non! non! pas de restriction!)

M. le duc de Sabran: Je jurerai sans restrictions, seulement je prie la chambre de me permettre quelques réflexions. Je déplore l'atteinte portée à la dynastie. (Explosion de murmures.)

Le duc de Sabran retourne à sa place.

M. le comte de Tauscher: Je demande que M. le comte de Sabran prête son serment purement et simplement, et j'invite M. le président à lui en révéler la formule.

M. le Président lit une seconde fois la formule du serment. M. le duc de Sabran, après un moment d'hésitation, prête serment en disant: Je le jure.

MM. comte de Tonnin, comte de Clermont-Tonnerre, de Choiseul-Gouffier, de Beaumontville, absents pour cause de maladie, envoient leur serment par écrit. R.issent de le prêter, MM. marquis de Villfranche, marquis de la Suze, comte de Rosambo et marquis de Laroche-Jaquelin.

M. le marquis de Latour envoie son serment par écrit. M. le Président fait observer à la chambre que le marquis de Latour n'ayant pas encore été présenté à la chambre, sa requête d'admission, son serment ne peut être reçu que comme une preuve de sa bonne volonté, et déposé en conséquence aux archives.

M. le Président, d'une voix émue: J'ai à rendre compte à la chambre d'un message qui vient de m'être adressé par M. le président de la chambre des députés.

M. le président lit au milieu d'un profond silence la résolution de la chambre des députés qui traduit devant la chambre des pairs les sept ministres signataires des ordonnances du 25 juillet, et annonce qu'il en a accusé réception au président de la chambre des députés.

M. le Président: Messieurs, toutes les fois que la chambre a eu occasion de se constituer en cour de justice, elle l'a fait en vertu d'une ordonnance du roi, parce qu'en principe c'est du roi qu'émane toute justice; mais par une exception écrite dans la charte qui nous régit, la chambre a aujourd'hui le droit de se déclarer cour de justice sans l'autorisation du souverain. En conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer le projet d'arrêté suivant:

«Vu le message à elle adressé en date du 30 septembre dernier, portant communication de la résolution prise par la chambre des députés dans sa séance du 28 du même mois et de la nomination des commissaires chargés de suivre et soutenir l'accusation portée en ladite résolution.

«Arrête qu'à l'effet de procéder ainsi qu'il appartiendra sur ladite résolution, elle se réunira en cour de justice lundi prochain 4 du présent mois, à midi.

M. Doisy-d'Anglas demande que la chambre ne se constitue en cour de justice que par une ordonnance royale.

M. de Pontécoulant vote pour la proposition du Président.

M. de Barante veut qu'avant de se constituer, la chambre fasse connaître ses intentions au roi.

M. de Barbé-Marbois: M. de Barante vous propose une mesure illégale. Nous tenons nos droits de la Charte. Et qu'arriverait-il, si le roi n'approuvait pas l'accusation? Les deux chambres se trouveraient dans un conflit d'opinions dange-reux pour la paix publique....

Plusieurs membres: Ce n'est point cela, vous n'y êtes pas.

Après quelques observations de MM. de Catehlin, Bastard de l'Etang, comte Cornet et duc Decazes, M. le président déclare adhérer à l'amendement de M. de Barante, et il propose d'y joindre à son projet d'arrêté l'article suivant:

«Elle (la chambre) arrête également que le président se retirera par devant le roi, pour donner connaissance à S. M. du présent arrêté, et que la chambre des députés en sera informée par un message.

Cet article est adopté, ainsi que la proposition du président.

L'ordre du jour appelle le rapport de la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif au vote annuel du contingent de l'armée.

M. le maréchal Jourdan, chargé de ce rapport, est à la tribune. Son travail est tout à fait dans le sens du projet adopté par la chambre des députés.

La séance est levée à quatre heures. Lundi, séance à midi.

La fête nationale célébrée le 15 octobre, par le Grand-Orient de France, pour l'avènement au trône du Roi citoyen et des glorieuses journées de juillet, a été des plus brillantes. Les salles de l'Hôtel-de-Ville de Paris, destinées aux fêtes publiques, étaient décorées de trophées tricolores et de toutes les bannières des Loges. La réunion était formée de 550 francs-maçons, dont un tiers de députés spéciaux accourus des principales villes du royaume. La séance et le banquet ont été présidés sous les auspices de M. le Maréchal duc de Tarente, grand-maître adjoint, par M. le lieutenant-général comte Rampon, pair de France, environné des hauts fonctionnaires publics, civils et militaires, de tous les grands dignitaires de l'ordre maçonnique; on y distinguait M. Girod de l'Ain; M. le secrétaire-général de la préfecture de la Seine, le doyen de MM. les juges de paix de Paris, le syndic des agents de change, enfin, l'élite d'honorables citoyens formant le cortège du général Lafayette. M. le conseiller d'Etat Ménilhou et M. Jay, homme de lettres, ont prononcé des discours; M. Bouilly, auteur des Deux Journées, y a lu un morceau de poésie, et M. de Tonnin, à par des couplets pleins de verve, célébré le Roi citoyen et son auguste famille. La santé du Roi a été portée avec tous les sentiments de respect, d'amour, et de reconnaissance. M. le comte Alexandre de Laborde, aide-de-camp de S. M., y a répondu. Cette solennité a été terminée par une quête au profit des blessés dans les mémorables journées, et par les acclamations très prolongées de vive le Roi! vive la Liberté!

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

SUR L'ITALIE.

[Huitième et dernier article.]

Pour bien apprécier ce que doit, et ce que peut faire l'Italie examinons d'abord sa force et sa position actuelle.

L'Italie réunie occupe une surface de quatre-vingt dix mille milles carrés de 60 au degré; elle contient une population de vingt-un millions d'habitans, et ses revenus annuels montent à quatre cent millions de Fr. (80,000,000 de dollars). Elle peut tenir sous les armes quatre-cent-vingt mille hommes très-aisément, qui ne forment que les deux centièmes de sa population, et cette force peut être réunie en peu de temps.

Napoléon a dit en parlant de l'Italie: «L'Italie, isolée dans ses limites naturelles, séparée par la mer et par de très-hautes montagnes du reste de l'Europe, semble être appelée à former une grande et puissante nation. L'unité de mœurs, de langage, de littérature doit, dans un avenir plus ou moins éloigné, réunir ses habitans sous un seul gouvernement. Pour exister, la première condition sera d'être puissance maritime,

afin de maintenir la suprématie sur ses îles et de défendre ses côtes. Elle peut par sa population et ses richesses entretenir quatre cent mille hommes, de toutes armes, indépendamment de la marine.

Aucune partie de l'Europe n'est située d'une manière aussi avantageuse que l'Italie pour devenir une grande puissance maritime ; elle a, depuis les bouches du Var jusqu'au détroit de Sicile, deux cent trente lieues de côtes ; du détroit de Sicile au cap d'Otrante, sur la mer d'Ionie, cent trente lieues ; du cap d'Otrante à l'embouchure de l'Adriatique, cent trente lieues ; les trois îles de Sicile, de Corse et de Sardaigne ont cinq cent trente lieues de côtes ; l'Italie, avec ses grandes et petites îles, a donc douze cents lieues de côtes ; et ne sont pas comprises dans ce calcul celles de Dalmatie, d'Istrie, des bouches de Cattaro, des îles Ioniennes qui sous l'empire dépendaient de l'Italie. La France a sur la Méditerranée, cent trente lieues de côtes ; sur l'Océan quatre cent soixante dix, en tout six cents lieues. L'Espagne, y compris ses îles, a sur la Méditerranée cinq cents lieues de côtes et trois cents sur l'Océan ; ainsi l'Italie a un tiers de côtes de plus que l'Espagne et moitié de plus que la France ; la France a trois ports dont les villes ont cent mille âmes de population ; l'Italie a Gênes, Naples, Palerme et Venise, dont la population est supérieure ; Naples a quatre cent mille habitants.

Les côtes opposées de la Méditerranée et de l'Adriatique étant peu éloignées l'une de l'autre, presque toute la population de l'Italie est à portée des côtes ; Luques, Pise, Rome, Ravenne, éloignées de trois à quatre lieues de la mer, sont susceptibles de jouir de tous les avantages d'une ville maritime, et de fournir de nombreux matelots, ses trois grands ports militaires d'armement et de construction sont : la Spezia pour les mers liguriennes, Tarente pour les mers d'Ionie, et Venise pour l'Adriatique. L'Italie a toutes les ressources en bois, chanvre, et généralement tout ce qui est nécessaire aux constructions navales ; la Spezia est le plus beau port de l'univers, sa rade est même supérieure à celle de Toulon ; sa défense par terre et par mer est facile ; les projets rédigés sous l'empire, et dont on avait commencé l'exécution ont prouvé qu'avec des dépenses médiocres les établissements maritimes seraient à l'abri, et renfermés dans une place susceptible de la plus grande résistance ; ses chantiers seraient à portée de recevoir les bois de Corse, de Ligurie, de la Toscane, les fers de l'île d'Elbe, des Alpes et de tout l'Apennin ; ses escadres domineraient les mers de Corse et de Sardaigne, et auraient pour refuge les rades de Porto-Ferrajo, de Saint-Florent, d'Ajaccio, de Porto-Vecchio, de Saint-Pierre de Sardaigne, de Vado, et de Ville-Franche. Tarente est merveilleusement située pour dominer la Sicile, la Grèce, le Levant, les côtes d'Egypte et de Syrie ; il a été fait sous l'Empire des projets pour ses fortifications de terre et ses établissements maritimes ; les plus grandes flottes y sont à l'abri des vents et de toute attaque d'un ennemi supérieur. Enfin à Venise tout ce qui est nécessaire existe déjà. Les Vénitiens n'avaient que des vaisseaux tirant dix-huit pieds d'eau, mais sous l'empire, grand nombre de vaisseaux du modèle français y ont été construits et moyennant les travaux faits au canal de Malamocco, et par le secours des chameaux, des vaisseaux, tout armés, du modèle français de soixante-quatorze, en sont sortis et se sont battus avec gloire peu d'instants après leur sortie. Une commission d'ingénieurs des ponts et chaussées présidée par Proni, avait arrêté un plan qui, moyennant quelques millions et quelques années de travaux, permettait aux vaisseaux de sortir tout armés sans le secours des chameaux. La Sicile, Malte, Corfou, l'Istrie, la Dalmatie et spécialement Raguse offrent des ports et des refuges aux plus grandes escadres. Les ports de Gênes, de Castelmare, de Bari, d'Ancone, où peuvent entrer des vaisseaux de premier rang, seraient quatre ports secondaires, soit pour construire, soit pour armer, ou ravitailler de petites escadres. L'Italie peut lever et avoir pour le service de sa marine même, en la prenant dans une époque de décadence, cent-vingt mille matelots ; les marins génois, pisans, vénitiens ont été célèbres pendant plusieurs siècles. L'Italie pourrait entretenir trois à quatre cents bâtiments de guerre, dont cent à cent-vingt vaisseaux de ligne de soixante-quatorze ; son pavillon lutterait avec avantage contre ceux de France, d'Espagne, de Constantinople, et des quatre puissances barbaresques.

Mais pour que l'Italie puisse jouir de toutes les immenses ressources que lui offre sa position, il faut d'abord qu'elle existe politiquement, qu'elle soit absolument indépendante de toute autre nation, et qu'elle forme un seul état dans toute son étendue. Or, comment les Italiens pourront-ils obtenir leur indépendance, et avec elle tout le bonheur auquel ils ont droit de prétendre, lorsque cinquante mille Autrichiens surveillent tous leurs mouvements et sont toujours prêts à étouffer les premiers symptômes d'un élan généreux ?

Nous démontrons que cela peut arriver sans de grandes difficultés, si les Italiens s'accordent entr'eux et agissent avec prudence. Pour nous faire comprendre, nous diviserons l'Italie en Italie autrichienne et en Italie soi-disant indépendante, savoir, la partie qui appartient à l'Autriche depuis 1814 et qu'elle occupe avec ses armées, et celle qui, assez heureuse pour n'avoir que des soldats italiens, est ostensiblement gou-

vernée par des souverains indépendants, quoiqu'ils ne puissent agir et penser qu'au gré du cabinet de Vienne.

L'Autriche en ce moment possède le royaume Lombard-vénitien, qui offre une surface de dix-sept mille huit cents milles carrés de 60 au degré, une population de cinq millions d'habitants et un revenu annuel de cent vingt-deux millions de francs. Elle occupe cette partie de l'Italie avec une armée de cent cinquante mille Autrichiens qu'elle pourrait en peu de temps porter à cinq cent mille, dans le cas où elle se trouverait en paix avec le reste de l'Europe. La ligne du Tesin et du Pô sert de limite entre le royaume Lombard-vénitien et le reste de l'Italie.

L'Italie soi-disant indépendante, comprend le royaume de Piémont à qui appartient la Sardaigne, la Savoie, Nice, le Montferrat, les États de la république de Gênes et une partie du Milanais, la principauté de Monaco, le duché de Modène avec celui de Massa et Carrara, le duché de Parme, le grand duché de Toscane, le duché de Luques, la république de Saint-Marin, les États du Pape et le royaume de Naples et de Sicile. La surface de tout ce pays est de soixante-treize mille milles carrés de 60 au degré ; sa population est de seize millions d'habitants, et son revenu annuel de deux cent millions de francs. Cette seule partie de l'Italie peut mettre aisément sous les armes trois cent vingt mille hommes, en n'armant que deux sur cent de sa population.

Sans de grands efforts, cette portion de l'Italie pourrait déposer ses souverains, et se rendre indépendante, et si l'Autriche voulait intervenir dans ces événements intérieurs, et faisait marcher des troupes au secours de ses préfets qui ont le titre de souverains, la France, pour être fidèle au principe qu'elle a proclamé sur la non-intervention, se verrait obligée de se déclarer pour les peuples de l'Italie, comme elle aiderait ceux de la Belgique si la Prusse osait s'immiscer dans leurs affaires en prenant parti pour le roi des Pays-Bas. Ainsi donc, l'Italie se rendrait indépendante sans de grands efforts si l'Autriche ne s'en mêlait pas ; dans le cas contraire elle aurait pour la secourir le redoutable appui de la France. Il est inutile d'ajouter que les souverains qui règnent aujourd'hui sur les Italiens sont pour eux l'objet d'une haine bien plus vive que ne l'était Charles X pour les français ; les cruautés et la tyrannie des petits despotes d'Italie, ainsi que les souffrances des peuples qu'ils oppriment, sont connues de tout le monde.

On ne peut espérer un résultat aussi prompt pour les pays qui composent le royaume Lombard-vénitien, car appartenant à l'Autriche par des traités, elle peut, avec ses soldats, étouffer tout mouvement d'insurrection sans avoir recours au droit d'intervention, et sans donner prétexte à la France pour intervenir elle-même.

Nous pensons donc que, dans ce moment, la révolution ne peut s'étendre que dans l'Italie soi-disant indépendante, et que les peuples du royaume Lombard-vénitien doivent pour secouer le joug attendre une occasion plus favorable ; elle se présentera lorsque l'Italie, organisée en un seul corps de nation, sera assez forte pour les aider, ou lorsque l'Autriche se trouvera engagée dans une guerre qui, à notre avis, n'est pas très éloignée.

Cette prudence que nous conseillons aux peuples du royaume Lombard-vénitien est d'autant moins suspecte de notre part, que notre ville natale, Venise, en fait partie, et que notre intérêt personnel doit nous faire désirer bien ardemment une indépendance que depuis si long-temps nous appelons de tous nos vœux. Mais déjà nous avons changé notre nom de Vénitien contre celui d'Italien, nous avons fait à notre patrie le sacrifice de tout ce que nous possédions, et nous saurons supporter encore tous les maux de l'exil plutôt que de compromettre nos compatriotes et de faire immoler de nouvelles victimes dans une échauffourée hors de propos et sans probabilité de succès. Comme Italiens, nous sommes prêts à faire notre devoir, et nous ne reculerons devant aucun danger.

Pour arriver à leur but, tous les Italiens doivent agir d'un commun accord ; il faut que le coup soit porté partout dans le même moment, sans hésitation et avec énergie. Pour y parvenir il faut que dans chaque partie de l'Italie les sociétés secrètes s'entendent et agissent dans un but commun ; tous efforts pour des intérêts locaux, lors même que momentanément ils pourraient être couronnés du succès devraient être écartés. L'Italie doit être toute entière libre et indépendante, ou toute entière esclave. Comme moyen d'arriver à cette régénération, les sociétés secrètes doivent envoyer en France des hommes choisis dans leur sein pour y former une espèce de régence qui devra diriger tous les mouvements. La peine de mort qu'on applique en Italie à tout individu qui appartient à des sociétés secrètes est un sûr garant qu'elles n'accorderont pas légèrement leur confiance. Mais avant d'agir on doit poser pour base ces deux principes :

1o. Que l'Italie doit être réunie toute entière en une seule nation indépendante : 2o. Que dans le cas où le peuple Italien préférerait à un gouvernement républicain celui d'une monarchie constitutionnelle, aucun des souverains régnant aujourd'hui en Italie, ou de leurs successeurs, n'en pourrait devenir le chef.

Qu'on se rappelle ce qui arriva à Naples, en Piémont, en Espagne, en France et l'on sera convaincu qu'un souverain,

qui occupe le trône sur la foi de sa légitimité, ou par voie de succession ne fera jamais de concessions volontaires. Le pouvoir dont il jouit ne lui suffira point, il en abusera pour l'étendre ; il voudra reconquérir ce qui fut envahi par ses devanciers, comme s'il en était illégalement dépouillé. Promesses, protestations, sermons, fraudes, séductions, il ne repoussera aucun moyen pour atteindre son but.

Si la nation italienne admettait pour la gouverner un roi constitutionnel choisi parmi les légitimes, l'ombre d'indépendance qui se ferait apercevoir momentanément, disparaîtrait bientôt ; des chaînes plus pesantes seraient alors son partage.

Sans doute, la forme de gouvernement la plus convenable à l'Italie est celle d'une république fédérative. Ses grandes villes deviendraient capitales des états, et Rome serait la capitale de l'Union. Il est démontré que le gouvernement républicain est le plus avantageux à une puissance maritime, nous avons prouvé aussi que l'Italie pouvait justement prétendre à devenir une de ces puissances. Quatre cent mille hommes pourraient être levés néanmoins pour former une armée de terre, qui, employée sur ses trois frontières, les mettrait à l'abri d'invasion.

Si jamais nation réunit des éléments républicains, c'est incontestablement l'Italie. Nous citerons ici quelques vers énergiques du grand et patriotique Alfieri.

Pace sia a fra ti
Purchè si atati :
Pace sia ai preti
Ma pochi, e questi :
Cardinalome
Non mandì lume :
Il primo prete
Torni alla rete :
Leggi, e non Re :
Italia c' è.

Nous croyons que, dès le principe, les Italiens ne doivent pas s'occuper de régler la forme et les institutions de leur gouvernement, mais, le cas arrivant, nous serions prêts à développer les motifs qui doivent déterminer leur choix. La question n'ayant encore pris aucun caractère, cette discussion doit être ajournée, car l'union est la seule garantie du succès, la condition *sine qua non* du triomphe de la grande cause. Le premier besoin du peuple est de rompre ses chaînes ; il saura plus tard reconnaître et imposer ce qui convient à son indépendance et à son bonheur, et, comme citoyens, nous ferions alors entendre notre voix. En attendant, un gouvernement provisoire, composé d'un petit nombre de personnes entreprenantes et recommandables, suffirait pour consommer l'émancipation de l'Italie. Il s'agit d'acquiescer à une existence politique. Seize millions d'Italiens, guidés par ce gouvernement provisoire, concourraient à la fois à ce grand œuvre, et hâteraient la délivrance de cinq autres millions de leurs frères.

Mais au lieu de ces mesures dictées par le désespoir, et pour prévenir ces révolutions qui doivent faire couler des flots de sang, serait-il donc impossible d'accorder les intérêts de la maison d'Autriche avec ce désir d'indépendance partagé par tous les peuples de l'Italie, et n'existe-t-il pas un moyen de concilier tous les intérêts ? Oui, ce moyen existe, il comblerait les vœux des Italiens, il réparerait une grande injustice et l'Autriche, en l'adoptant, prévendrait de terribles catastrophes. Qu'elle fasse le sacrifice du petit royaume Lombard-vénitien qui aujourd'hui même lui est à charge et qui bientôt l'exposera à d'immenses dangers ; qu'elle retire ses troupes de l'Italie, et qu'elle propose aux Italiens comme roi constitutionnel un jeune prince dont le nom magique excite toujours leur enthousiasme et qui fut jadis destiné à régner sur eux. Alors l'Autriche trouverait dans l'Italie un allié fidèle et puissant, et toute cette haine qui de part et d'autre doit un jour faire immoler tant de victimes, se changerait de la part des Italiens en sentiments d'affection et de reconnaissance. Vœux inutiles, vaines espérances ; l'empereur François, suivant le cours d'une politique odieuse et tyrannique, préférera la haine des peuples aux bénédictions qu'il pourrait obtenir, et les Italiens doivent placer tout leur espoir dans leur courage, leur prudence et leur union. Puissions-nous bientôt partager les dangers de nos frères ; trop heureux si, en répandant la dernière goutte de notre sang, nous pouvons conquérir l'indépendance de notre patrie, de notre chère Italie.

Des lettres particulières du 10 novembre, reçues de la Martinique au bureau de ce journal, nous fournissent les détails les plus alarmants sur la situation de la colonie.

Des faillites éclatent journellement, et en si grand nombre, que l'existence des meilleures maisons est menacée. Les événements du mois de juillet ont hâté sans doute le dénouement de cette funeste crise, mais n'a-t-elle pas été préparée par les gouvernements même des colonies, et surtout par les théories insouffisantes et le plus souvent impraticables de la métropole. Un système monétaire ruineux a été introduit à la Martinique ; est-ce par le caprice intéressé d'un gouverneur, ou par l'autorité d'un ministre ? Nous espérons que la chambre des députés approfondira désormais ce sujet important, de manière à prévenir le retour des calamités qui affligent maintenant les colons, et qui les menacent sans cesse.

SCIENCES.

PRÉSENCE DU CUIVRE DANS LES MATIÈRES ORGANIQUES.

Depuis long-temps on soupçonnait la présence du cuivre dans les végétaux, c'est au docteur Meissner qu'il était dû de constater ce fait par des expériences nombreuses. Il est vrai qu'avant lui Galin, en se servant du chalumeau, avait extrait d'un quart de feuille de papier des traces visibles de cuivre métallique. M. Vauquelin lui-même en analysant un végétal, y trouvait du cuivre en quantité appréciable, et cependant on était si loin de croire qu'il y fût contenu dans la plante même, que ce célèbre chimiste négligea d'annoncer sa présence ; il la supposait due à une cause secondaire. Il en fut de même lorsqu'il fit l'analyse du sang ; il crut que le cuivre qu'il y trouva ne provenait que de la réaction de l'ammoniaque sur la bassine de cuivre dont il s'était servi pour faire congeler le sang. Le docteur Meissner a depuis reconnu le cuivre dans les cendres d'un grand nombre de végétaux, mais il annonce en même temps que la quantité en est trop petite pour être évaluée. Cela provient peut-être de la méthode suivie par le docteur Meissner ; il prescrit un lavage à l'eau, afin de débarrasser le cuivre des sels qui l'accompagnent ; or, comme le remarque très bien M. Sarzeau qui a continué ces recherches, et au travail duquel nous empruntons ce qui suit, ce lavage à l'eau est bien insuffisant, car l'eau ne peut dissoudre que les sels alcalins, le sulfate de chaux ; mais les sels alcalins ne font pas, pour l'ordinaire, la majeure partie du poids des cendres des végétaux. Dans beaucoup de cendres même, ces sels sont rares ; telles sont les cendres des céréales, par exemple, qui n'en donnent que des traces, et rendent par là ce lavage inutile. M. Sarzeau signale encore plusieurs inconvénients à la méthode d'analyse de M. Meissner, et la remplace par le procédé suivant, qui permet la détermination de quantités minimes. Il consiste 1° à précipiter le cuivre à l'état de prussiate de sa première dissolution dans l'ammoniaque ; 2° à décomposer ce prussiate par le feu, et à former un sulfate avec de l'acide sulfurique faible ; 3° à décomposer ce sulfate par une lame de fer.

On opère sur 500 grammes au moins, afin d'obtenir un poids de cuivre qu'une bonne balance puisse apprécier.

Le procédé de M. Sarzeau étant décrit avec détails dans le Bulletin de pharmacie, nous nous dispenserons de le reproduire ici afin d'arriver plus tôt aux résultats. Ce procédé, du reste, est d'une grande précision, et nous payons volontiers notre tribut d'éloges à son auteur.

Voici la quantité de cuivre trouvée par M. Sarzeau dans les cendres de diverses substances.

Quinquina gris.....500 grammes.	Cuivre 42 mill. 1/2
Garance.....500	» 2 »
Café Martinique (fin vert).....500	» 4 »
— Bourbon (jaune doré).....500	» 4 »
Marc de café.....256	» 4 » poids faible.

Nota. On sait que les 256 gram. de marc équivalent à 426 gram. de café moulu, donc le cuivre reste dans le marc.

Quelques auteurs estiment à 70 millions de kilogr. la quantité de café annuellement consommée en Europe, le poids du cuivre contenu dans cette masse étant de 560 kilogr. ; c'est autant de cuivre dont le sol européen s'enrichit annuellement aux dépens des autres parties du monde.

Froment 1,500 grammes. — Cuivre 7 milligr.

Farine 1,500 grammes. — Cuivre 1 milligr.

On vérifie ce que cette analyse faisait pressentir, c'est-à-dire que le cuivre se trouve dans le son. En effet la fécule n'en donne pas de traces.

M. Sarzeau s'occupe de rechercher la quantité de cuivre introduite dans l'économie animale dans un temps donné, par l'usage du pain. Supposons un homme qui mangerait 600 grammes de pain par jour, et qui vivrait pendant 50 ans, le poids de pain consommé serait égal à 10,956 kilogrammes.

Mais 1,200 kilogr. de pain représentent 1,000 kilogr. de farine, les 10,956 kilogr. de pain correspondent à 9,130 kilogr. de farine ; or 1,000 kilogr. de cette dernière contiennent, d'après les expériences précédentes, gr. 0,666 de cuivre, et les 9,130 kilogr. contiendront 6 grammes 9 centigrammes de cuivre. Cet homme mangera donc, en 50 ans, cette quantité de cuivre ; mais cette quantité variera selon que la farine sera plus ou moins débarrassée du son. Si l'on étend le calcul à toute la France, on trouve qu'on y consomme annuellement 3,650 kilogr. de cuivre.

Si l'on considère le froment non débarrassé du son, on trouve que le poids total du blé pour alimenter la France pendant un an, est de 7 milliards 300 millions de kilogrammes ; or, comme l'expérience nous donne 4 milligr. 666 de cuivre par kilogr., il en résulte que la quantité totale du blé contient 34,061 kilogr. 800 gr. de cuivre. Nous rapportons ces nombres d'après M. Sarzeau, mais nous prévenons nos lecteurs qu'il ne faut pas leur accorder une foi explicite ; car cet auteur fait ces calculs pour le froment seul, tandis que l'orge, le seigle, la pomme de terre, le remplacent en beaucoup de localités.

Dans le sang, M. Sarzeau a trouvé environ un milligramme de cuivre par kilogr. de sang froid. Il avertit les chimistes appelés à prononcer dans des cas d'empoisonnement, de se tenir sur leurs gardes et de ne pas se prononcer hardiment s'ils trouvent des traces de cuivre dans les analyses qu'ils entreprendront.

NIDS D'OISEAUX COMESTIBLES.

On sait que les nids d'une espèce d'hirondelle de mer (*Hirundo esculenta*) sont regardés en Chine et dans l'Inde comme un des mets les plus délicats, et qu'on les sert cuits sur les tables des riches. Ces nids se composent d'une matière gélatineuse que l'oiseau produit, à ce qu'il paraît, dans son estomac ; on croit qu'il se nourrit d'une production marine qu'il cherche sur les bords de la mer. Les nids sont suspendus sur les rochers entre lesquels se brisent les vagues ; on les recueille trois fois par an, avec beaucoup de peines et de dan-

gers. Le possesseur d'un rocher couvert de ces nids se regarde comme très heureux ; c'est une propriété qui ne lui coûte aucun entretien, et dont il tire un profit considérable. Cependant il y a aussi des voleurs de nids, car il n'est pas très facile de garder un rocher placé sur les bords de la mer. Ce sont principalement les Chinois qui recherchent ces nids d'hirondelles, pour la vertu aphrodisiaque qu'ils leur supposent. Les Européens n'ont pas là-dessus la même opinion, et M. Hoijmann, qui a scrupuleusement examiné ces nids, ne leur a trouvé aucune propriété de cette nature. Ils ne font qu'échauffer, et peuvent servir dans la médecine. Ce sont les marchands chinois entre les mains desquels est le commerce de cet article des îles de l'Asie orientale, qui probablement le falsifient, comme on fait de toutes les drogueries de l'Inde.

Peux rochers dans le voisinage de Batavie sont principalement riches en nids d'oiseaux ; ils s'appellent Calappa-Nongal et Sampia, et appartenaient autrefois à la compagnie hollandaise des Indes. Cependant comme le commerce de contrebande qu'on faisait de cet article s'accrut d'année en année, la compagnie aimait mieux vendre ces rochers que les exploiter elle-même. Batavie est le principal entrepôt de cette marchandise. Les marchands de l'île de Java sacrifient toujours un buffle et se parfument d'huiles odoriférantes, avant d'entreprendre la récolte des nids. Les chasseurs adorent même une divinité nommée Ratoc-Laut-Kidou, ou princesse de la mer du Sud, et se réunissent tous les vendredis dans les cavernes des rochers à nids d'hirondelles, dans lesquelles est placée son image. Ils y brûlent de l'encens, et chaque chasseur touche l'idole avec son corps ou avec ses habits, se croyant alors assuré contre tout accident pendant la récolte des nids ; ce qui n'empêche pas que beaucoup de chasseurs y trouvent la mort par suite des chutes qu'ils font en glissant sur la roche humide. Les Malais appellent ces nids *sarang-bou-vong*, et les Chinois *yun ou*. On les mange cuits dans une espèce de bouillon et très épicés. On les vend à Canton, ordinairement à 148 fr. 60 c. la livre chinoise.

HISTOIRE DES JOURNÉES DE JUILLET.

UNE SEMAINE DE L'HISTOIRE DE PARIS.

Dédié aux Parisiens.

PAR M. LE BARON DE L***. L***.

[Suite.]

Le dimanche au soir, et malgré le mystère gardé encore par les membres du conseil et par les princes, quelques bruits inquiétants se répandirent dans St.-Cloud. Une personne du service intime, placée derrière la persienne d'une fenêtre qui donnait sur le jardin extérieur, vit venir deux individus ; l'un était le cardinal de L..., l'autre un militaire, mais qu'elle ne put reconnaître. Ils s'abordèrent sans trop de complaisance, et quoiqu'ils parlèrent bas, le son de la voix dans le calme de la nuit laissait entendre leurs paroles :

— Tout est réglé, Monsieur, dit le Cardinal, demain nous sautons le pas, et bon nombre d'autres avec nous ; il y aura bien quelques criaileries, mais rien de plus.

— Il faut l'espérer, Monseigneur.

— Oh ! nous en avons la certitude. Vous répondez de la troupe, n'est-ce pas ?

— Elle suivra son devoir.

— Il faut qu'elle fasse mieux encore ; nous désirons de l'enthousiasme par précaution. On n'en aura besoin que pour l'apparence seulement ; car, en réalité, il n'y aura pas de révolte, les boutiquiers haïssent le feu, les gros colliers de l'ordre ont tout à craindre.

— Et le peuple, Votre Eminence ?

— Quatre gendarmes et un commissaire de police suffiraient. Vous savez qu'il a donné sa mission ; le fait est positif, il ne se mêlera de rien. D'ailleurs, on a pris le grand parti : c'est de le traiter militairement. Au premier murmure, des coups de fusil ; au second, la mitraille ; il faut de l'énergie pour le service de Dieu et du roi. Que pensez-vous le soldat ?

— Rien, Monseigneur ; il obéit et se tait.

— Je voudrais qu'il parlât un peu. Est-ce que les aumôniers ne l'exhortent pas ? est-ce que les officiers ne lui disent rien du roi, des princes et de la religion ?

— On ne néglige rien de ce qui peut servir la bonne cause ; mais les bourgeois font beaucoup de mal : ils l'entrainent de liberté, de Charte, rappellent Bonaparte, les conquêtes de l'empire et les beaux faits d'armes de la république.

— Voilà qui est abominable. Il faut veiller à rompre tout commerce entre la canaille et la troupe, ne pas souffrir ces relations dangereuses. Un soldat français ne doit penser qu'à Dieu et au roi.

— Il y en a qui lisent les gazettes libérales, qui s'y abonnent même.

— Miséricorde ! et on les fusille pas ?

— On les met à la salle de discipline ; alors ils se cotisent, chacun à son tour va au café, lit les journaux et vient en rapporter la substance à la chambrée.

Le Cardinal fit une exclamation de colère, puis se plaignit vivement de cet esprit séditionnaire ; il ajouta :

— Vous me donnerez demain le nom des officiers dont les compagnies sont aussi gangrenées ; justice en sera faite. Nous nous chargeons aussi des aumôniers. Monsieur, si le roi ne pouvait compter sur la troupe il serait perdu.

— Je vous répète, Eminence, que les régiments feront leur devoir ; cependant, c'est une terrible extrémité que celle qui oblige à tirer sur le peuple.

— Eh ! Monsieur, on ne fera feu que sur la canaille ; il n'y aura certainement aucun gentilhomme de nom et d'armes au milieu de ces bandits.

— Détrompez-vous, Monseigneur : la noblesse compte dans ses rangs bon nombre d'esprits forts qui se réunissent à la cause du peuple.

— Eh bien ! ils dérogent, voilà tout ; ils se font serfs, qu'on les traite en serfs. Mais, adieu, le roi désire que je dise avec lui l'office du soir. Je vous ai dit tout ce que j'ai à vous dire : attendez ici M. le dauphin, il désire vous parler.

Le cardinal s'éloigna ; le militaire demeura immobile, se parlant à lui-même, et parfois mordant avec fureur ses gants ou son chapeau. Un quart d'heure s'écoula pendant que le témoin du colloque et de cette scène muette en examinait avec soin toutes les parties. Le dauphin arriva ensuite ; il n'était pas seul, deux individus l'accompagnaient ; le militaire fut à lui, le salua ; ils échangèrent quelques paroles qui se perdirent dans l'air, et puis le duc ajouta :

— Surtout point d'hésitation ; on a tout prévu ; il ne faut pas reculer ni attendre sous prétexte de nouveaux ordres à demander. On approuvera l'acte le plus sévère ; mon père et moi avons résolu de nous charger de toutes les conséquences de ce grand acte, et plutôt que de céder à la révolution nous monterions à cheval et nous n'abandonnerions pas la partie ; ce serait sur notre cadavre que les jacobins monteraient aux Tuileries.

Les trois qui étaient là s'écrièrent avec enthousiasme :

— Oh quelle famille de héros !

— Monseigneur, ajouta l'un, vous nous rendez Henri IV et Louis XIV.

Monseigneur ne répondit pas ; il s'adressa au militaire.

— Ne revenez que vainqueur ; si vous tombez, je prendrai votre place. Les Suisses feront merveille ; je réponds du succès si les Français en font autant.

Le militaire répliqua avec vivacité que la garde royale et la ligne valaient les Suisses.

— Qu'ils le prouvent, dit le prince, voici le moment où l'armée doit faire son devoir ; nos troupes d'Alger lui donnent un bel exemple. Allez, Monsieur, que la révolution finisse, cela dépend de vous.

Le dauphin se retira, chacun le suivit, et cette conversation si importante prit fin. Le lendemain, de bonne heure, M. de C... reçut une lettre d'une femme attachée au service de la duchesse de Berry, qui lui disait :

« Mon cher ami, je ne te verrai pas demain, lundi : son altesse royale nous retient toutes à Saint-Cloud ; elle ne veut en sortir qu'après que sera passée la mauvaise humeur de vos Parisiens, gens de boutique, draperie, mercerie, etc. Mon Dieu ! la sottise chose que d'avoir à se tourmenter pour cette racaille ! Le duc de ... est bon à entendre là-dessus. Au reste on va en finir avec elle : plus de chambre libérale, plus de presse insolente, toute la Charte fondue dans cet éternel article 14, dont on nous rompt la tête depuis un an ; les journaux anéantis, tant mieux ; hors le *Lis* et la *Revue Parisienne* ; on cessera de parler politique, nous y gagnerons.

« Savez-vous que je suis au désespoir, Monsieur, de votre affreux caractère : vous avez dit du bien de Lafayette devant moi ; pour vous blanchir de cette tache, passez chez Céliane, et sachez où en est le chapeau qu'elle me promet de jour en jour. Si je ne l'ai pas mercredi pour la soirée de M. D... il datera du déluge.

« Plaisanterie à part, on a parlé bas tout le soir. Le roi fait un cent de piquet avec le cardinal. Le dauphin se promène en croisant les bras. Le duc de Raguse a l'air de songer à payer ses créanciers, car il est de la plus mauvaise humeur du monde. Le prince (Polignac) fait semblant de penser à quelque chose ; on dirait qu'il a véritablement martel en tête ; se serait-il brouillé avec la belle Anglaise de Meudon ? Bref, nous ne sommes pas amusants. J'espère que cette taciturnité ne durera pas, et que la cour redeviendra ce qu'elle doit être.

« Adieu, n'oubliez pas de m'informer si le reliquaire que mon mari fait faire est terminé ; c'est une galanterie que tu lui dois. L'évêque de Chartres lui a promis les plus belles reliques du monde....

Cette lettre, qu'on m'a communiquée hier, sert à prouver que le dimanche au soir, 25 juillet, le château de Saint-Cloud n'était pas dans son état nécessaire, non certes qu'on y doutât de la victoire, mais enfin le crime qu'on allait tenter était si grand, qu'il était impossible de le tenter sans éprouver une sorte de vague inquiétude.

Les ordonnances royales furent portées tard dans la nuit, au *Moniteur* ; plusieurs des ouvriers, retenus par ordre, refusèrent de devenir, même innocemment, les complices de cette conspiration contre la liberté de la presse.

Le lundi, 26 juillet, le *Moniteur* parut avec le rapport et les ordonnances royales ; ces ordonnances n'ont pas les ministres. La nouvelle, tout incroyable qu'elle semblait d'abord, répandit bientôt l'alarme. Chez les uns elle produisit la stupeur, chez les autres une indignation qui ne pouvait pas longtemps se contenir. Ce dernier sentiment prit peu à peu le dessus, et tout annonçait qu'il ferait tôt ou tard explosion.

Chacune de ces pièces inconstitutionnelles aurait suffi pour constituer un crime de haute trahison ; la plus odieuse cependant était celle qui devait faire oublier la fameuse loi de justice et d'amour.

On aurait pu s'étonner de ne pas voir à côté de ces lois de tyrannie des tables de proscription ; mais tout était prévu sous ce rapport et les victimes n'eussent rien perdu à attendre. Il y avait à la préfecture de police dans le cabinet de M. Mangin, un tableau sur lequel étaient transcrits les noms de quinze cent quarante-neuf individus, commerçants, artistes, militaires, littérateurs, rentiers, gens du monde, gens de plume, financiers, commis, etc., sur qui devait tomber dans le cours de cette année la fureur du gouvernement.

Chaque département envoyait un tableau pareil rédigé, en général, en conseil de préfecture quand les conseillers de préfecture pensaient bien, et adressé au ministère de l'intérieur. Le garde des sceaux recevait aussi de ses procureurs-généraux, de ses procureurs du roi, et surtout des juges-auditeurs presque tous congréganistes et dévoués au clergé, des notes de proscription. On les arrangeait par ordre alphabétique, afin de pouvoir s'en servir au besoin.

Un extrait de ce travail était préparé pour la bibliothèque particulière de la dauphine. On l'y a vu ces derniers jours ; il formait cinq volumes in-quarto d'une épaisseur extraordinaire, reliés en maroquin noir, et fermés par un cadenas de vermeil. On savait ainsi à point nommé l'opinion d'un personnage quelconque, et désormais tous ceux qui auraient figuré sur ces tableaux se fussent vus en butte à la persécution.

La chambre des députés, dissoute enfin et reconstituée sur des bases inconstitutionnelles, n'aurait présenté aucune garantie à la nation ; les deux cent cinquante-huit députés sus-

seul été autant de commissaires nommés par les prêtres et la haute noblesse pour rétablir purement l'ancien régime. On ne s'en cachait pas.

L'agitation commençait à gagner toutes les classes ouvrières qui se rattachent à l'imprimerie par une branche quelconque de l'industrie; mais il y avait encore une joie coupable aux repaires où l'on rédigeait les journaux ministériels. Un banquet splendide réunit les rédacteurs du *Drapeau blanc*, de la *Quotidienne* et de l'*Universel*; le transport de ces malheureux tenait du délire: ils votèrent des remerciements au ministère, dans la douce pensée qu'avant peu de temps toutes les feuilles constitutionnelles auraient atteint le dernier jour de leur existence; ils firent boire leurs ouvriers: on cria là: A bas la Charte! Vive le roi! et on se décora des cordons d'Espagne et de Portugal.

Tout à coup une pensée de victoire s'empare de chaque manufacturier, de tous les chefs d'ateliers de Paris: ils rassemblent leurs ouvriers:

« Mes enfants, leur disent-ils, le roi nous ruine par les ordonnances qu'il a rendues hier, il nous est impossible de vous procurer désormais du travail; allez lui demander le pain qu'il vous enlève. »

Les ouvriers répliquèrent: « Ce n'est pas du pain que nous lui demanderons, mais la liberté. »

Ils sortent, se répandent dans les rues, s'invitent réciproquement à soutenir leur résolution, vont et viennent, cherchent des armes, en empruntent, en achètent, en louent. Tel se dépouille de sa dernière pièce d'argent pour acheter une mousquette rouillée qu'il fiche au bout d'un bâton; celui-là met sa veste en gage pour se procurer de la poudre et du plomb; celui-ci, affaibli par la maladie, se place au coin d'une rue, et par ses paroles anime les passants.

Tout le lundi, et principalement la soirée, s'écoule dans ces dispositions, la ville prend une attitude vigoureuse.

M. de M..., homme sage et attaché de cœur à la famille royale, dinait ce même jour dans le voisinage du garde des sceaux, son ancien ami, et qui lui avait écrit de venir le voir; il y fut vers cinq heures. M. de Chantelauze, d'aussi loin qu'il l'aperçut:

« Tu me féliciteras certainement de nos ordonnances. »

« Oui, je le ferai, mon ami, mais par un compliment de condoléance. Espères-tu que les choses se passeront sans trouble? »

« Oh! des écrits, des brochures clandestines, des journaux furtifs, au moyen de presses lithographiques, une chanson de Béranger, un pamphlet de Benjamin Constant, peut-être un gros volume de l'abbé de Pradt; nous savons ce qui nous menace, et n'en sommes aucunement tourmentés. »

« Il serait possible, dit M. de M..., que l'on allât plus loin: le peuple murmure. »

« On lui dira de se taire. »

« Il peut en venir aux voies de fait. »

« On le mitraillera, mon très-cher, on le mitraillera; la mitraille est, tu le sais, *ultima ratio regum*. »

« C'est vrai, mais cette raison dernière des rois peut être la dernière de la monarchie. Quelle ressource reste-t-il au prince qui n'a pu employer la force avec avantage. Tout roi qui fait faire leu sur son peuple est perdu sans ressource si le peuple ne se soumet pas d'abord. Croyez-moi, messieurs les ministres, au jeu que vous jouez, vos têtes sont très-exposées. »

« Celles des rebelles tomberont avant les nôtres. Va dîner tranquillement, et puis reviens, nous nous mettrons à la fenêtre pour voir passer la révolution. »

M. de Chantelauze est gai, très-gai de son naturel; il trouva son mot charmant. M. de M... alla donc dîner dans une maison de la rue Saint-Honoré, et encore tout ému des propos de sa grandeur, il les répéta avec une franchise dont on fit bon profit.

Le même jour (le 26 juillet), les rédacteurs principaux des gazettes politiques et littéraires qui s'impriment dans Paris se réunirent, et rédigèrent la protestation que je mets en note pour ne pas interrompre la vivacité du récit. Des députés, parmi ces dignes citoyens, voulurent cependant prendre l'avis d'un jurisconsulte habile, et firent prévenir M. Dupin aîné qu'ils viendraient chez lui dans la soirée.

Ils ne manquèrent pas au rendez-vous, ni lui non plus; mais, comme ils entraient, un personnage attaché au *Constitutionnel*, et qui d'jà était là, prenant la parole, se hâta de dire que la position de M. Dupin était délicate, qu'il croyait ne plus être député, et que par conséquent il ne donnerait point son avis: que néanmoins il regardait les ordonnances comme illégales, ce que M. Dupin lui-même n'eut pas de peine à prouver, lorsque ensuite il se fut mis à pérorer pendant une demi-heure à peu près.

Lorsqu'il eut fini, M. *** lui répliqua qu'on savait comme lui tout ce qu'avait d'inconstitutionnel de tels actes, mais que ce n'était pas ce dont il s'agissait; que les journalistes désiraient connaître de quelle manière ils devaient s'y prendre pour résister légalement; que nul mieux que lui ne pouvait leur apprendre, en sa double qualité de jurisconsulte et de député.

« Je ne me regarde plus comme député, répartit M. Dupin aîné, et dans les circonstances actuelles, je ne puis rien faire de ce qu'on me demande. »

La conférence se termina à ces mots; on se sépara, et M. Dupin fut bien surpris deux jours plus tard de se retrouver encore député, et même un moment ministre.

Les rues de Paris ne furent pas solitaires le reste de la nuit: des patrouilles multipliées, composées de garde royale, de gendarmerie, de troupes de ligne, de Suisses parcoururent la ville dans tous les sens; la commença ce service extraordinaire et permanent qui devait fatiguer la troupe et aider singulièrement à sa défaite. Les soldats qui le lundi au soir prirent les armes ne les avaient pas quittées encore le jeudi à trois heures de l'après-midi, quand ils évacuèrent leurs dernières positions; les patrouilles rencontraient fréquemment des groupes de citoyens qui se retiraient lentement et la tête haute comme des gens qui ont la conscience de leur force et de leur droit.

Au mardi matin, 27 juillet, les dispositions n'étaient pas changées; les ouvriers de tous états, écartés de leurs travaux habituels par la fermeture des ateliers, descendaient les

boulevards et les quais, erraient dans les rues et sur les places publiques; les écoles de droit et de médecine, animées du saint amour de la patrie, se préparaient aussi à la résistance, sans se douter encore de l'importance de l'événement qui allait avoir lieu.

Le mouvement d'ailleurs était général dans le quartier du Panthéon comme à la Chaussée-d'Antin, dans la rue Saint-Honoré comme au Faubourg Saint-Antoine; un même sentiment électrisait tous les esprits, un même besoin se manifestait, celui d'en finir avec une tyrannie sans gloire; car la victoire d'Alger, tournée contre les libertés nationales, eût été maudite par la nation si la cour eût triomphé.

Le ministre Polignac a déjà demandé un secours de troupes propre à le garantir d'un coup de main; la plus grande partie des deux gendarmeries veille diversement à sa sûreté: une portion est cantonnée dans la cour et dans le jardin, une autre devant la principale entrée sur le boulevard et à celle de la rue des Capucins; une troisième montée à cheval fait des charges ridicules dans la rue Easse, sur les contre-allées et la chaussée du boulevard.

Les ouvriers se moquent de ces démonstrations hostiles; ils se replient à l'arrivée de l'escadron au galop et puis reprennent leur position première, et se mettent à harceler comme auparavant. Bientôt des détachements de la ligne viennent aussi concourir à la garde de l'excellence. Celle-ci va sortir de sa demeure pour aller aux Tuileries tenir le conseil; on ne doit plus se rendre à Saint-Cloud, car il ne faut pas fatiguer le roi de ces misères; on ne reviendra à lui que triomphant.

Cependant le ministère s'irrite du mécontentement de Paris; il songe à prendre des mesures sévères et promptes; on dresse à la hâte dans le conseil une liste de quarante-cinq personnes dont l'arrestation aura lieu dans la journée, qu'une commission extraordinaire et provisoire jugera le lendemain, et qui seront mises à mort ou envoyées au bagne le surlendemain.

Cet affreux tribunal était dans la pensée de Polignac, de Chantelauze, de Peyronnet et de Mangin; onze juges le composeraient, quatre militaires, savoir M. de Lamoignon, etc., et sept magistrats, Cottin, Amy, Lellond, Mathieu, Frayssinous, de Chabrol-Chaméane; et M. de Broë ferait, disait-on, les fonctions de procureur-général spécial, ayant sous ses ordres quatre substitués chargés des travaux préparatoires.

Telle était la composition prétendue de cette cour coupable qui n'a pas existé, et qui peut-être n'était pas formée des personnes qu'on a signalées; il est certain que le principe d'un tribunal exceptionnel était admis, et que si les noms positifs de ses membres ne nous ont pas été révélés, c'est que le temps a manqué aux conspirateurs.

La liste première des pros crits fut adressée par le ministre de l'intérieur au préfet de police, avec ordre de procéder sur-le-champ à leur arrestation; un billet particulier de Peyronnet engageait, dit-on, Mangin à donner les ordres les plus sévères pour qu'on s'emparât, *vifs ou morts*, de ceux dont le par i voulait se débarrasser; un gendarme porta le pli à la préfecture de police.

Mais déjà commençait dans ces lieux une terreur motivée par les rapports multipliés des agents secrets; tous venaient de parcourir la ville et en avaient vu l'exaspération. On se préparait de toutes parts à une résistance légale; il fallait craindre de faire naître l'incendie sur trop de points à la fois en procédant à la même heure à quarante arrestations dans ces divers quartiers. C'était allumer autant de volcans; force fut au magistrat fanatique de suspendre l'opération de la volonté ministérielle: on n'arrêta donc personne.

Dès la veille, Peyronnet, attendu son esprit belliqueux, avait en quelque sorte pris la direction de la partie militaire concernant la ville de Paris. Polignac, tremblant d'jà pour sa vie, et hors d'état de donner un ordre convenable, lui céda le ministère de la guerre, allant reportant partout: « Oh! reposez-vous sur le ministre de l'intérieur; c'est un brave à trois poils, un vrai crâne; il sera le héros de la semaine; je mets en lui une confiance aveugle. »

Peyronnet donc expédia sur l'heure l'ordre d'extraire des dépôts plusieurs pièces de canon; et, en les voyant passer, il dit à ceux qui étaient auprès de lui: « Voilà les précepteurs du peuple de Paris qui arrivent; la leçon ne tardera pas à être donnée, elle sera forte et prompte. » Ce mot atroce fut trouvé charmant; et un gentilhomme de la Chambre, qui était là, M. D..., partit en toute hâte pour en régaler le roi à Saint-Cloud.

Les députés rendus à Paris ne peuvent rester impassibles en apprenant de pareils actes; ils crurent devoir opposer une protestation à l'illégale de l'ordonnance qui les attaquait plus particulièrement. Peut-être devaient-ils attendre deux ou trois jours de plus; mais enfin considérant que quelques-uns d'entre eux ne se croyaient plus députés, la protestation avait encore un air de courage, quoiqu'elle fût au-dessous de la circonstance. La voici telle qu'elle fut rédigée chez M. Casimir Perrier.

« Les soussignés régulièrement élus à la députation et conformément à la Charte constitutionnelle et aux lois sur les élections, se trouvant actuellement à Paris,

« Se regardant comme absolument obligés, par leur devoir et leur honneur, de protester contre les mesures que les conseillers de la couronne ont fait naguère prevaloir pour le renversement du système légal des élections et la ruine de la liberté de la presse.

« Les dites mesures contenues dans les ordonnances du 25 juillet sont, aux yeux des soussignés, directement contraires au droit constitutionnel de la chambre des pairs, au droit public des Français, aux attributions, aux arrêts des tribunaux, et propres à jeter l'état dans une confusion qui compromet également la paix du présent et la sécurité de l'avenir.

« En conséquence les soussignés, inviolablement fidèles à leur serment, protestent d'un commun accord non-seulement contre les dites mesures, mais contre tous les actes qui en pourraient être la conséquence.

« Et attendu d'une part que la chambre des députés n'ayant pu être constituée, n'a pu être légalement dissoute, d'autre part, que la tentative de former une autre chambre des députés, d'après un mode nouveau et arbitraire, est en contradiction

formelle avec la Charte constitutionnelle et les droits acquis des électeurs, les soussignés déclarent qu'ils se considèrent toujours comme légalement élus à la députation par les collèges d'arrondissement et de département, dont ils ont obtenu les suffrages, et comme ne pouvant remplacer qu'en vertu d'élections faites les principes et les formes voulues par les lois;

« Et si les soussignés n'exercent pas effectivement les droits et ne s'acquittent pas de tous les devoirs qu'ils tiennent de leur élection légale, c'est parce qu'ils en sont empêchés par une violence matérielle.

« Jusqu'à ce moment le tumulte n'avait été suivi d'aucune voie de fait; mais les hommes du pouvoir, placés en vedette, décidèrent que l'heure d'agir est venue. Des ordres partent à la fois du ministère des affaires étrangères, de celui de l'intérieur et de la préfecture de police: ces ordres portent de dissiper toute espèce de rassemblement, de faire respecter la volonté p étendue du roi; c'est donner le signal du meurtre: il conviendrait sans doute de le faire précéder des sommations voulues par la loi martiale; mais ces sommations n'ont pas lieu, tant on a soif d'illégalité dans ce parti criminel, impatient de se baigner dans le sang des Français.

Les Parisiens ne pouvaient croire que l'attaque tentée contre eux ne serait précédée d'aucun avertissement: ils cherchaient des yeux les commissaires, les inspecteurs de police, les maires, les adjoints en costume. La soldatesque (c'est là non menaçante de visage dans son attitude aimée, mais remplie d'inquiétude et d'hésitation; ils ne s'y trompèrent pas, car les premières compagnies qui parurent en bataille dans la rue Saint-Honoré furent reçues par des *rires*, on eût dit à elles le chapeau à la main, on leur parla, on les harangua, on employa, pour les toucher, les mots sacrés d'honneur, de liberté, de patrie. Les soldats français les comprenaient, et prenaient plaisir à fraterniser avec les citoyens.

Les officiers, qui ne s'attendaient pas à cette façon de commencer la guerre, ne purent non plus prendre sur eux de répondre par des coups de fusil à des paroles de paix et d'amitié. Le général de Walsh, qui avait le malheur de commander en chef dans ce moment, tant sur la place du Palais-Royal (la scène que je décris avait lieu dans la rue Saint-Honoré). Les officiers retournèrent prendre ses ordres, et lui communiquer de quelle manière les citoyens accueillaient les soldats; ils reçurent l'ordre d'amener ceux-ci en patrouille, et de laisser le champ libre à la garde royale.

Celle-ci, en effet, accompagnée d'un détachement de lanciers, ne tarda pas à paraître: les trompettes sonnant et les tambours battant la charge, on marche droit aux barricades dont les défenseurs ne sont armés que de pierres. La garde royale fait feu, les citoyens tombent, le sang a coulé....., et le front de Charles X est brisé dès ce premier moment. Les barricades sont enlevées, et le cri de *vive le roi* est poussé sur des cadavres, triste présage qui annonçait que ce cri ne serait dorénavant que le signal du meurtre et de la guerre civile.

Le peuple se disperse momentanément, les soldats poursuivent leur route triomphante et sanglante; les lanciers, qui se distinguent par une lâche férocité, frappent indistinctement tous ceux qu'ils peuvent atteindre: un vieillard tombe blessé à mort à deux pas de moi, et il expire en criant: *vive la Charte! vive la liberté!*

« Voilà un bon coup de collier, dit Polignac, à qui on annonce ce début homicide: encore quatre ou cinq comme celui-là, et la canaille rentrera dans ses tanières. Qu'on poursuive!! La saignée n'est pas moins bonne en juillet qu'en août!!

L'infame faisait allusion à un mot atroce et célèbre des assassins des calvinistes, dans la nuit célèbre de la première Saint-Barthélemy.

Mais ce peuple, ainsi dévoué à la mort, comment va-t-il répondre à Polignac? Il lui répondra par la vengeance et par la victoire.

Une femme d'environ trente à trente-cinq ans, dit M. Darmaing, rédacteur en chef de la *Gazette des Tribunaux*, tombe frappée d'une balle au front, dans la rue Saint-Honoré. Un garçon boulanger, les bras, les jambes nus, homme d'une stature colossale et d'une force herculéenne, saisit le cadavre, et le tenant au-dessus de sa tête, le transporte jusque sur la place des Victoires, en criant *vengeance!* Là, après l'avoir étendu par terre devant lui et au pied de la statue de Louis XIV, il harangue la multitude dont il est entouré avec une énergie qui fait vibrer toutes les âmes; puis, ramassant de nouveau le cadavre, il l'emporte vers le corps-de-garde de la Banque qui est tout près de la place des Victoires; et, à peine arrivé devant les soldats rassemblés sur la porte, il leur lance ce cadavre tout sanglant à la tête, en leur disant:

« Tenez, voilà comme vos camarades arrangent nos femmes! en ferez-vous autant? »

« Non, répond un de ces militaires en lui serrant la main; mais, venez donc avec des armes. »

Tous les autres soldats avaient la paleur sur le visage, et de grosses larmes roulaient dans les yeux de l'officier. Quelques instants plus tard, comme on se plaignait à un officier, en lui montrant des citoyens tués par la garde royale, on l'entendit dire d'une voix concentrée:

« Tuez-moi, tuez-moi; la mort est préférable à une position aussi horrible que la nôtre! »

Un autre cadavre fut apporté aussi sur la place de la Bourse. La fureur du peuple, à cet aspect, ne connut plus de bornes; il se précipita sur le poste qui était là, massacra ceux qui opposèrent de la résistance, pardonna aux autres, et brûla les corps-de-garde, dont les débris flambaient encore le lendemain.

Cette soirée du 27 vit le commencement non de la guerre civile, car elle n'existe point là où tous sont d'accord contre un seul, mais de cette guerre sacrilège dirigée par des parjures contre une nation réu le pour défendre ses institutions. La garde royale, les Suisses, la gendarmerie et les lanciers, tuèrent, ce même soir, beaucoup de monde sur divers points; ils eurent en général l'avantage, mais ils devaient le payer cher. La nuit suspendit les combats partiels sans calmer les esprits qui s'échauffaient de plus en plus. Cependant aucun ensemble n'existait parmi les défenseurs de la bonne cause; nul chef ne la dirigeait; ils n'avaient ni centre d'unité,

ni gouvernement, ni munitions, ni armes; tout cela était remplacé par la haine portée à la maison royale et au ministère.

(A continuer.)

VOYAGES.

NAUFRAGE DU NAVIRE FRANÇAIS LE LIÈVRE.

SUR LA CÔTE D'AFRIQUE, ENTRE ORAN ET ALGER.

Tout le monde sait dans quelles vues a été entreprise l'expédition d'Alger. C'était, en première ligne, l'abolition de la piraterie et de l'esclavage des chrétiens; mais sur cette partie des côtes africaines, peu de personnes se sont fait une idée juste de la barbarie avec laquelle on traitait les malheureux jetés par une tempête sur ces plages inhospitalières. Le tableau des tortures réservées à ceux que la mort épargnait dans un naufrage a été fidèlement tracé par une des nombreuses victimes de la cruauté des Maures. J. P. Dumont a peint avec une effrayante vérité les souffrances qu'il a éprouvées pendant dix-huit années d'esclavage au milieu de ces hordes que nos armées auront bientôt soumises, et forcées de reconnaître les droits des gens et de l'humanité.

Voici un abrégé de la relation qu'il a publiée; elle est aujourd'hui de circonstance :

Je quittai la maison paternelle à l'âge de douze ans, pour me mettre au service d'un officier de marine que je suivis dans l'expédition de Gibraltar. Je m'embarquai au port d'Alcázar, en Espagne, sur le brick français le Lièvre, qui devait se rendre à Mahon. Le soir même de notre départ, une violente tempête jeta le bâtiment en débris sur les côtes d'Afrique, entre Oran et Alger. Soixante personnes disparurent sous les flots, quatre-vingts seulement parvinrent à terre accablés de lassitude. A peine avions-nous le pied à terre, que nous fûmes assaillis par les Arabes. La plupart des naufragés se laissèrent égorgés comme des moutons; je fus blessé d'un coup de lance et frappé en même temps d'une balle à la jambe. Au point du jour, les Arabes nous lièrent les bras en croix, et nous attachèrent à la queue de leurs chevaux. Nous marchâmes trois nuits de suite. La dernière marche se fit de jour, parce que nos conducteurs n'avaient plus rien à craindre. Chaque pas rouvrait nos blessures que le sang séché avait un peu refermées. Nous arrivâmes au soir à la montagne Félix, demeure du cheik Osman.

Nous lui fûmes présentés. Lorsque nous lui dîmes que nous étions Français, il s'écria : — Français ! sans foi, sans loi, malins et diables. — Qu'on les jette à la chaîne. On nous mit tout nus, hors un court jupon de laine; on nous attachait deux à deux à une grosse chaîne d'environ dix pieds de long, fixée aux pieds par un anneau en forme de fer à cheval; on nous conduisit au bagne à une demi-lieue du palais. Deux mille esclaves y sont détenus. Il est très-obscur, n'ayant que d'étroites fenêtres placées de distance en distance, qui permettent de voir toutes les nuits des animaux féroces prêts à dévorer les prisonniers. Le bagne est gardé par des soldats qui tirent souvent des coups de fusil chargés à sel sur les esclaves qui font du bruit. Quoique mes blessures me causassent de vives douleurs, je fus forcé d'aller au travail comme les autres à six heures du matin, traînant la chaîne, et ramassant quelques grains de blé de Turquie qu'on nous jetait comme à des chiens.

Après avoir tiré toute la journée une charue avec une douzaine d'esclaves, je fus ramené en prison, meurtri des coups que j'avais reçus du gardien. Un Italien, voisin de ma chaîne, touché de mes souffrances, prit un bâton qu'il enveloppa de chanvre; il le fit entrer dans la plaie du coup de lance en me causant d'indicibles tourmens; il parvint à établir une espèce de séton; je guéris au bout de trois mois.

Parmi les deux mille personnes du bagne, il se trouve des vieillards qu'on occupe à nettoyer les ordures du bâtiment. Quand leur faiblesse ne leur permet plus de travailler, les gardiens les tuent à coups de fusil, et leurs crânes servent de vases aux esclaves. On traite de la même manière les jeunes gens atteints de maladies graves.

Les captifs se lèvent à deux heures du matin. Les uns travaillent aux jardins du cheik, les autres coupent du bois; ceux-ci défrichent des montagnes, ceux-là tirent la charue; on les y attelle par six ou huit paires. Pendant le travail, les gardiens veillent autour de nous, bien armés, pour éloigner les bêtes féroces, et principalement les lions et les tigres dont quelques-uns sont de la grosseur d'un mulet.

Les Arabes adressent trois fois par jour leur prière à Mahomet : à deux heures du matin, à midi et à quatre heures du soir. Cette cérémonie dure environ dix minutes, et c'est ce temps si précieux de midi que prennent les esclaves pour dérober à la hâte les fruits, les légumes, et même le blé qu'ils rencontrent dans leur chemin. Ce n'est pas que ce vol soit autorisé par les gardiens; mais rien au monde ne pouvant les distraire de leur prière, le vol s'effectue impunément.

En allant aux champs dans les terrains incultes, nous ressentions une faim et une soif dévorante. Le soleil dardait perpendiculairement ses rayons sur notre peau couleur chocolat foncé. Qu'on juge de ses effets sur des dos écorchés et meurtris! Nous couvrons notre tête de feuillage, et nous ombrageons notre poitrine de notre barbe. La mienne, qui me descendait à la ceinture, servait à me garantir de la chaleur, du vent et de la pluie.

Quelquefois si nous rencontrions en chemin une moitié d'ours ou de sanglier déchiré par les tigres ou les lions, nous demandions la permission d'achever leur rebut : Oui, mange, chien de chrétien, répondaient les Koubals.

On conçoit qu'avec un pareil genre de vie, notre corps s'en durcissait à la fatigue ainsi qu'aux durs traitements. Nous avions les mains si remplies de callosités, qu'il nous était impossible de les fermer, même à moitié. La plante des pieds était devenue une espèce de corne plus épaisse que celle des chevaux. Ce n'est point une exagération : on aurait pu nous ferrer sans douleur. Jamais nous n'en éprouvions en passant dans les broussailles et les ronces : les épines qui pénétraient cette partie y pourrissaient à notre insu.

Les gardiens, à qui la pitié est totalement étrangère, ont

coutume de redoubler les châtimens sur ceux des esclaves dont le naturel leur paraît le plus sensible. Cette remarque ne pouvait qu'échapper. Je chantais presque toujours quand j'étais battu, ce qui m'épargnait une bonne moitié de la correction journalière. Celui-là est de fer, disaient les gardiens; il est inutile de le frapper. Mes chants néanmoins ne m'ont pas toujours porté bonheur.

Un prince de Maroc étant venu à la montagne Félix, poussa jusqu'aux champs où je travaillais. Nous fûmes étrangement surpris, à son arrivée, de voir nos gardiens mettre pied à terre, aller, les yeux baissés, avec le plus profond respect, lui baiser la main. Nous demandâmes à l'un d'eux, renégat liégeois, moins dur que ses camarades, quel était ce personnage d'une si haute importance. Dès qu'il nous l'eut nommé, mes camarades me dirent : — Dumont, toi qui sais la langue du prince, va le prier de nous accorder quelque chose.

Après un moment d'hésitation, j'emmenai mon camarade; nous nous précipitâmes aux genoux du prince, et j'en sollicitai une charité pour l'amour de Dieu. — Pourquoi as-tu renié la loi? me dit-il, croyant que j'étais un Arabe fait chrétien, vois-tu, Dieu te punit! Je répondis avec assurance : Non, Monseigneur, je ne suis point Arabe, je suis chrétien. — Quelle est ta nation? — La France. — Ah! tu es Français! sans foi, sans loi, malin et diable. Ecoute, si tu veux renier ta religion et embrasser celle de Mahomet, je te conduirai dans mon pays, et te ferai du bien. — Non, Monseigneur, je suis homme et chrétien; je veux mourir au sein de ma religion : celui qui renie sa loi n'en connaît aucune. Le prince se tourna alors vers son aide-de-camp, et dit à haute voix : — Il a raison. Tirant aussitôt cent sequins (mille francs) de sa poche : — Tiens, me dit-il gracieusement, voilà pour toi et tes compagnons.

Nos gardiens ont deux chefs : le premier s'appelle gardien bâche, et le second gardien hail. Le bâche a droit de vie et de mort sur les esclaves et leurs gardiens; il ne doit compte de sa conduite qu'au cheik, qui approuve constamment ses raisons; il lui suffit de montrer la tête qu'il a fait tomber. Le bâche ne vient guère au bagne que cinq ou six fois par an. Les punitions qu'il ordonne sont toujours sévères, la mort ou six cents coups de bâton au moins. Cependant nous désirions sa venue ainsi que celle d'Osman, qui était encore plus rare, parce que nous en obtenions toujours quelque chose. Le hail n'ayant vu recevoir l'argent du prince maroquin, l'exigea dès qu'il fut parti, avec la menace des châtimens ordinaires. Je n'en fis aucun cas, et, sans redouter ses crailleries, je partageai la somme entière avec mes compagnons, ne me réservant que cinq sequins pour mon camarade et moi. On pense bien que la colère du hail n'épargna personne : la grêle sur nos têtes serait tombée avec moins de rapidité que les coups que l'on fit pleuvoir sur nos épaules. Ce fut en vain; le bâton ne put nous arracher un sou. Quelques esclaves, afin d'abréger leurs souffrances, eurent la faiblesse d'avouer qu'ils m'avaient conseillé de lui remettre l'argent. Cet aveu le rendit furieux; il redoubla mes tourmens sans succès. Mon opiniâtreté fut inébranlable, tant le sujet de l'injustice m'endurcissait contre sa cruauté. Hélas! j'ignorais que la haine qu'il allait me vouer particulièrement n'aurait de terme que la durée de ma captivité. En effet, ce barbare, plus cruel que les lions, qui ne font aucun mal lorsqu'ils ne sont point affamés, m'accabla de meurtrissures toute une année, sans m'épargner un seul jour. Hors d'état de résister à ces souffrances imméritées, je résolus de mourir. Le lendemain, quand mon tour vint de m'incliner pour franchir le seuil de notre prison, un coup si violent m'atteignit aux reins, que j'en fléchis et perdis la respiration. Presqu'aussitôt je me dressai et j'étendis les bras; je m'emparai d'une grosse pierre, je la jette avec force à la tête du hail dont l'œil sort de son orbite; je m'élance comme un tigre à son sein, qui se détache à la suite de mes transports, sans que je ressentisse les coups des gardiens, tombant à la fois sur toutes les parties de mon corps.

On sent bien qu'un funeste exemple, l'insubordination, la révolte, les mains et les dents portées sur le second chef des gardiens, devaient avoir des suites terribles. Je m'y étais attendu, puisque je soupirais après la fin de mes maux dont la tête tranchée était le remède. Si le gardien bâche eût été présent, l'affaire n'aurait sans doute point traîné. Mais le hail n'a pas le même pouvoir : il lui fallut donc porter ses plaintes au cheik, avec la pièce de conviction, c'est-à-dire moi-même. A cet effet, pour procéder en règle, on me déchâna; un mulet s'avança, sur lequel on me mit à plat, les pieds et les mains liés sous le ventre de l'animal. Conduit ainsi au trot, accompagné de coups sans intervalles, jusqu'au palais du cheik, éloigné d'une demi-lieue, j'arrivai presque évanoui : l'attitude, le traitement, l'allure du mulet, m'avaient rendu le visage tout noir. J'avais, en outre, le corps déchiré.

En arrêtant le mulet devant Osman, on me détacha et l'on me jeta à terre comme une charge. Le hail va se plaindre. Osman paraît au balcon. Je respire un moment. Il me demande pourquoi j'ai maltraité ce chef de gardiens. — Je te prie, PAR LA LOI, lui dis-je, de me laisser parler, tu me trancheras la tête après, si tu veux. — Allons, parle, chien, me répondit le cheik. Je lui raconte brièvement la venue du prince maroquin au lieu de nos travaux, la distribution de son argent à mes camarades, la volonté du hail de s'en emparer; puis j'ajoutai que le prince m'avait donné les cent sequins pour la dévotion de Mahomet dont, selon sa réplique, le hail s'embarassait fort peu, pourvu qu'il touchât les sequins; qu'il m'était impossible de remplir son vœu, puisque mes compagnons les avaient partagés. — De quelle main as-tu lancé la pierre, reprit le cheik. — Faisant la réflexion rapide que cette question tend à me faire couper la main droite, j'accuse la gauche sans hésiter. Soudain Osman ordonne qu'on m'attache la faloque; c'est une courroie qui, prenant le poing au-dessous, va saisir les troisième et quatrième doigts, afin de fixer la main étendue sur une table au moyen d'un tourniquet; l'autre main, également étendue, est attachée à une poulie à hauteur de l'homme, ce qui lui donne, en quelque sorte, jusqu'au milieu du corps, la position d'un crucifié. Deux gardiens me frappèrent à coups de bâton dans la main gauche, à la manière des maréchaux, jusqu'à ce qu'il plût au cheik de suspendre le châtimement, qui dura près de vingt minutes. Ma main en sortit en lambeaux, dépuillée, écorchée; elle y perdit tous ses ongles;

on n'y voyait plus que les nerfs; j'en suis estropié pour toujours.

Osman me fit détacher. As-tu vu, dit-il au hail, comme j'ai châtié le chrétien? Le gardien, montrant un air satisfait, le remercia de la rigueur que venait de déployer son maître, et approuva tant de justice. Mais Osman le regarda en courroux, et lui adresse ces mots terribles : — Toi, pour avoir préféré l'argent à la loi de Mahomet, tu seras pendu; ce qui fut exécuté à l'instant au premier arbre.

On me ramena à pied dans le bagne, laissant une trace de sang sur ma route; et, de suite, on me dirigea vers une meule à repasser les outils. Je l'ai tournée du bras droit pendant un an, c'est-à-dire tout le temps qu'il m'a fallu pour guérir le bras gauche. Combien j'ai souffert encore à cette maudite meule! La main droite, accablée de lassitude, me causait quelquefois plus de douleur que la gauche. Ah! que je regrettais, dans ces jours cruels, les plus rudes travaux des champs!

Dès qu'il me fut permis de les reprendre, ma main droite armée d'une pioche, et mon bras gauche assez raide, offrirent encore au cheik quelque utilité. Mon camarade avait soin de remuer la terre devant moi, dans l'intention de faciliter ma tâche. Je lui en savais gré, et ne manquais jamais de le faire participer aux petits vols que mon bonheur couronnait.

L'un des travaux qui me semblaient les plus rudes était l'occupation aux *malamores*; ce sont de vastes souterrains renfermant des magasins de blé. On les creuse jusqu'à la profondeur de quatre-vingts pieds sur une largeur proportionnée. Le fond en est planchéie ainsi que les parois. On met des nattes sur les planchers et d'autres planches sur des nattes. On emplit ces immenses réservoirs jusqu'à la hauteur de 70 pieds, ou, si l'on veut, à dix pieds du niveau du sol. Alors même précaution que dans l'intérieur, c'est-à-dire qu'on les ferme avec des poutres, des planches, des nattes et des planches encore par-dessus, le tout est ensuite recouvert de terre sur laquelle on laboure et l'on sème comme sur tout autre terrain. Le blé s'y garde douze à quinze ans aussi frais qu'à l'époque où il y fut déposé.

Quelques-uns des esclaves, afin de se soustraire à leurs maux, reniaient leur religion contre celle du prophète. On ôtait leurs chaînes; on en faisait des gardiens; on les mariait à leur choix avec des renégates ou des filles du pays. On leur donnait quelquefois soixante-quinze francs par mois et quelquefois un établissement à leur goût; mais l'exemple du supplice d'un renégat infidèle à la loi du prophète portait la terreur dans l'âme des esclaves les plus résolus. Un Liégeois voulut adoucir sa misère en livrant sa conscience aux Arabes. Il remplit quatre ans, sans y manquer, les devoirs de Mahomet. Par malheur, il remarquait quelquefois le plaisir des juifs à boire de l'eau-de-vie. La tentation le prit d'en goûter; il résista d'abord; mais l'esprit malin le poussa si fort, qu'il succomba. Pris le même jour en flagrant délit, on l'amena devant nous pour être empalé. On suspendit ce malheureux à l'aide d'une poulie, à la hauteur d'une branche de fer scellée par le gros bout dans une colonne de marbre; on posa son corps sur la poulie, et de minute en minute, on le descendait de deux à trois lignes jusqu'au moment où la broche lui sortait par le côté près de l'épaule. Il demeura dans cette terrible position trente-six heures sans expirer, nous suppliant de l'achever à coups de pierre, mouvement de pitié qui nous aurait coûté la vie. Les Arabes nous disaient : — Regarde ce chien comme toi. Et des esclaves, loin de le plaindre, le chargeaient d'imprécations pour avoir changé de culte.

J'étais depuis trente-trois ans dans les mains des Koubals, livré à toutes les horreurs de la servitude, et ne pensant plus désormais à m'en affranchir, quand un événement assez extraordinaire vint me tirer de l'affreuse prison du cheik. Un français, appelé Manet, était depuis cinq ans renégat sous le nom d'Ali. Comme il savait très-bien fabriquer la poudre à canon, ses talents l'avaient mis si avant dans les bonnes grâces d'Osman, qu'il marchait après son premier ministre. Manet, séparé de la France, n'avait point encore perdu la curiosité naturelle de ses compatriotes; il eut celle de regarder par les fenêtres du séraï, les jolies femmes du cheik, qui le surprit. Ce crime emporta la peine capitale; mais Osman, qui l'aimait et faisait cas de son industrie, dont il avait grand besoin, commua la peine de mort en quinze cents coups de bâton, distribués mille sur le derrière et cinq cents sous les pieds; puis il le priva de ses richesses, ne lui laissant que son cheval et ses armes. Cette douceur dans le traitement, due à l'affection singulière de son maître, ne l'empêcha point de conserver contre lui le plus violent ressentiment.

Quatre mois après sa guérison, le cheik lui confia qu'il avait l'intention de surprendre le dey d'Alger, pour en arracher un tribut, et qu'il lui faut une grande quantité de poudre pour cette expédition. Ali-Manet, enchanté d'une confiance de cette importance, conçut le dessein de la faire tourner à son profit. Il va déposer son cheval dans un village écarté dont il se trouvait gouverneur, en déclarant au cheik qu'il était mort. Osman lui en donne un autre que Manet conduisit à son village afin de détourner l'attention de son maître. Il monte le premier cheval, s'enfuit, passe devant le bagne en nous disant un adieu que nous entendîmes très-bien, mais sans nous douter de la démarche qu'il allait faire.

Le lendemain, le cheik, ne le voyant pas paraître en bagne, faveur uniquement accordée à Manet et au premier ministre, en demanda de nouvelles. Il ne conçut aucun soupçon dès qu'on lui eut rapporté que Manet ne pouvait être éloigné, puisqu'il avait laissé son cheval dans le village. Le surlendemain, pensant qu'il avait été dévoré, on négligea des recherches. Manet, durant ces précieux momens, traversait seul, avec autant de bonheur que d'intrépidité, cent-vingt lieues de déserts, de montagnes, de forêts remplies de lions, de tigres et de léopards, traqué que les Koubals, bien montés et bien armés, n'ont jamais fait sans une escorte de vingt à trente personnes.

Il va trouver le bey de Tittery, dont le pouvoir s'étend sur les frontières des Koubals du côté d'Alger, et l'avertit de prendre ses précautions contre Osman, dont les fils doivent l'attaquer sous peu de jours. Le bey, recevant cet avis, le fait accompagner par cent de ses *caspidgi* jusqu'à la ville d'Alger. Le dey retint Manet, et lui dit : Si ta nouvelle est vraie, je te con-

MÉLANGES.

UNE AVENTURE DE JACQUES CALLOT.

(1609.)

C'était le diable d'enfer en personne, cornes au front et griffes aux mains, si l'on peut nommer de la façon serrée du mauvais esprit. Il me happait de cruelle force à la gorge.

BODIN. *Démonomanie.*

J'ai toujours gémi de voir les grands hommes copier leur talent par quelque sottise manie qui faisait plier les épaules de pitié. Sur mon âme, on dirait que l'on ne peut avoir de génie sans être maniaque ou fou. Rien n'est plus pénible que cette idée, qui ravale au plus bas ce qu'il y a de plus noble et de plus sublime dans l'espèce humaine. (*Conversations intimes et philosophiques.*)

Le célèbre Callot ne traçait jamais d'esquisse préparatoire ; jamais il n'affaiblissait la force de sa pensée en l'essayant d'abord sur le papier, puis en la traduisant du papier sur la planche à l'aide du calque et du crayon, puis enfin en la gravant avec les outils de son état. Callot improvisait sur le cuivre avec un burin. Aussi rien n'égale la vigueur, rien n'égale la hardiesse de ses ouvrages. Cependant sa longue d'imagination, son originalité, sa consciencieuse exactitude de costumes walter-scotiques, sont peut-être plus admirables encore.

Un de mes amis possède une gravure de Callot assez rare, que je lui ai toujours envie, et que mille de mes offres, même les plus séduisantes, n'ont jamais pu obtenir de lui. Elle est de petite dimension, et représente une halte de Bohémiens. Callot a mis à l'un des coins les deux vers qu'on va lire :

Au bout du compte, ils trouvent pour destin
Qu'ils sont venus d'Egypte à ce festin.

Le plus grand mouvement règne dans cette composition. Les plans du fond sont occupés par une nuée d'enfants qui se jouent auprès d'un grand feu, par du gibier qui rôtit, et par des femmes occupées à cuire leur repas dans une vaste chaudière. A gauche, des hommes dépècent un mouton et embrochent au bout d'une perche une cuisse de je ne sais quel animal. On voit, à droite, une femme en gésine au milieu de cinq commères. L'une d'elles reçoit l'enfant, tandis qu'un vieillard à barbe de capucin présente à l'accouchée un vase plein de liqueur. Aux plans rapprochés, sur un grand arbre, deux hommes, dont l'un roaste et l'autre fait cuire, au pied, des joueurs acharnés ; à quelques pas, une femme dont le poignard gît à terre, et à laquelle pourtant les innombrables cheveux de son mari donnent une occupation qui n'est ni ragoutante, ni belliqueuse. Puis jetez au milieu de tout cela des femmes demi-nues et les cheveux épars, des drôles le vaste chaperon en tête, la dague à la ceinture, l'arquebuse au côté, amenez, du mouvement, voilà la gravure de Callot. Voilà la scène qui se passait en 1609, presque aux portes de Rome, et dont Callot lui-même était un des acteurs.

Né à Nancy d'un héraut d'armes, Callot avait vu traiter d'instinct misérable, de goût honteux, sa passion pour le dessin ; on l'en avait puni comme d'un vice. Callot, âgé de dix-sept ans, s'évada par une nuit, et prit la route de Rome. Mais pour voyager, et surtout au commencement du dix-septième siècle, il fallait beaucoup d'argent, et le trésor du fugitif se trouvait des plus minces, et fut bientôt épuisé. Que faire alors ? Retourner dans sa famille, qui, forte de sa faute et plus encore de son retour contrit, l'enchaînerait à l'étude de l'art héraldique, et briserait pour jamais ses crayons... Marcher en avant ! Mais comment, sans même posséder de quoi acheter du pain ?

Là dessus, il s'endormit au pied d'un arbre, car il est un âge heureux durant lequel le sommeil l'emporte sur les plus graves inquiétudes, ou plutôt, durant lequel il n'est point de grave inquiétude. En se réveillant, Callot aperçut autour de lui une foule d'hommes à faces brunes, à vêtements pauvres et bizarres ; ils le dépouillaient de ses habits, et Callot dormait si fort, que déjà il se trouvait à demi nu. Sa colère, ses cris et peut-être cet intérêt indicible, don mystérieux et bienfaisant de la nature, qui s'attache à tout ce qui est jeune et a besoin de protection, trouvèrent grâce devant les Bohémiens : Callot conserva sa chemise et son haut-de-chausse. Faute de mieux il se mit ensuite à faire route avec les larrons. Ils s'entrevaient bientôt de sa gaieté, de ses réparties joyeuses et de son adresse. En quatre coups de crayon, Callot croqua le portrait d'une jeune Bohémienne. Des lors il fut impatronisé dans la horde, eut une maîtresse passionnée, et resta possesseur de son pourpoint et de son chapeau.

On se lasse de tout, même d'une jeune fille aux grands yeux noirs, au teint de cuivre, aux caresses ardentes. Les larcins de la gent bohémienne, dire la bonne aventure, faire maigre chère et recevoir de tendres baisers et des horions jaloux ; aujourd'hui, comme hier, comme avant-hier, comme le jour précédent ; puis comme demain, comme après-demain, comme ensuite, comme toujours... Ce n'était point là le fait d'une imagination de feu, d'une imagination d'artiste. Callot prit patience jusqu'au moment où Rome apparut. Puis, tandis que le cœur de sa maîtresse mettait au monde un petit Bohémien, que toutes les femmes s'empresaient près d'elle, et que les hommes hataient le dîner, il s'échappa sans encombre et se trouva une heure après errant dans les rues de Rome.

Alors, il eut faim, et il se mit à regretter la chère peu exquise, il est vrai, des gens de Bohême, mais qui du moins apaisait comme il faut les craillonnements d'entrailles qui lui faisaient tant de mal.

Assis tristement sur le seuil d'une maison, il réfléchissait, incertain de la route qu'il devait suivre pour retrouver ses compagnons de route, cherchant l'excuse qu'il alléguerait pour sa fuite, auprès du chef de la horde, et surtout auprès de la douce moitié dont il redoutait si fort la tendresse aigre-douce. Il résolut de se fier au hasard pour cela, comme pour la vie qu'il avait menée depuis sa fuite de Nancy, et malgré l'obscurité qui commençait à régner, il enfila à tout hasard la première rue qui se trouvait devant lui. Mais au lieu qu'il retrouvât sa route, une nouvelle mer s'allongea toujours devant lui, et d'innombrables carrefours lui présentaient à chaque instant leurs embarras et leurs étoiles de chemins.

Il était là, debout et bien en peine, quand un homme qu'enveloppa soigneusement un manteau lui demanda s'il voulait gagner une bonne soirée ?

Callot mit en œuvre tout ce qu'il savait de mauvais italien, pour répondre qu'il ne demandait pas mieux.

— Suis-moi, dit l'inconnu. Et alors il se mit à marcher pendant long-temps et à parcourir ces rues désertes. Une vague frayeur s'empara peu à peu de Callot, et se signant avec dévotion, il se recommanda au ciel, sans trop savoir précisément de quel péril il avait à être préservé. Et cependant son guide marchait, marchait toujours. La nuit était devenue des plus noires, et le pauvre français crut voir que son guide revenait sur ses pas, et que la rue où ils se trouvaient était la même que celle d'où ils étaient partis. Hélas ! son dessein était-il de le fourvoyer, et la longue et si prompte course qu'il s'en trouvait hors d'haleine ne s'était-elle faite que pour l'empêcher de savoir en quels lieux il se trouvait ?

L'homme au manteau s'arrêta enfin devant une petite porte qui s'ouvrit, et il murmura en ricanant : « J'en ai un. » Callot manqua s'évanouir à ces paroles sinistres. Il essaya de prendre la fuite, mais ses jambes se dérobaient sous lui, et un poignet vigoureux le saisit au collet et l'entraîna à travers un long corridor noir.

Quel spectacle s'offrit tout-à-coup à la vue de Callot ! Une vaste chambre éclairée par une seule torche, des êtres hideux et dont la figure n'avait rien d'humain, des êtres couverts de vêtements fantastiques. Puis des figures blanches et immobiles contre les murs, et que l'on entrevoyait à peine. Le plus terrible, au milieu, un cadavre meurtri, sanglant, mutilé !

On fit avancer Callot. On étendit sa main sur le cadavre. « Fais serment, hurla une voix étrange, fais serment de ne jamais redire ce que tu as vu, ce que tu vas voir. » Mourant de peur, il baïssa le serment.

Alors ces figures extraordinaires qui remplissaient la salle se mirent à danser autour de Callot. Lui, habitué à la danse bizarre des Bohémiens ne pouvait supporter ces gambades fantastiques, ces grimaces, ces cris, ces contorsions, ces éclats de rire étouffés, vrai sabbat de sorcières et de démons.

Quand ils furent las, on prit le cadavre, on le dressa contre le mur, et on fit avancer Callot, pour le charger de cet horrible fardeau. Il eut beau prier, beau pleurer, beau intercéder, beau représenter que lui, pauvre Français, étranger à Rome, allait être accusé du meurtre de ce cadavre, il lui fallut se courber sous la charge exécrable. Trainant de son mieux le corps raide et immobile, il eut tout à coup le sentiment s'animer, et bientôt deux bras vigoureux entourèrent son cou de leurs rudes étreintes, et une voix sauvage se prit à imiter le chant du coq et à entonner un air diabolique.

Le pauvre Callot n'y tint plus et tomba sans force, mais les talons nus du cadavre se mirent à pépéronner, bel et bien. Il lui fallut se relever. « Sainte Vierge ! s'écria-t-il avec désespoir, suis-je assez puni d'avoir quitté ma famille ! Mon amour pour la peinture est-il assez cruellement expié ! »

Les étreintes du cadavre se relâchèrent : « Tu es peintre ? s'écria-t-il ; tu es peintre ? Prouve-le moi. »

Une lanterne, allumée comme par enchantement, brilla dans la main de l'étrange corps sanglant et nu, et Callot se sentit passer entre les doigts un morceau de braise.

Sans trop savoir ce qu'il faisait, il traça au hasard une figure de Bohémien dans l'auréole lumineuse que la lanterne reflétait sur la muraille.

Il n'avait pas encore fini que le cadavre lui sautait au cou, l'embrassait avec enthousiasme et criait d'une voix qui n'avait plus rien d'humain : Venez, Lauretta, venez, Pietro, venez, Giacomo, venez tous... C'est un jeune artiste, un talent original, inouï. Et toutes les figures de tout à l'heure accoururent à demi vêtues, la plupart encore barbouillées de couleurs. C'était un atelier d'artistes qui avaient mis en exécution le tour dont Callot se trouvait victime.

Tandis qu'ils admiraient l'esquisse de Callot et que, revenu de sa peur, il leur contait naïvement ses aventures, le cadavre ressuscité faisait disparaître à grands coups d'éponge les teintes rouges et noires qui figuraient si bien sur ses membres du sang et des meurtrissures. Quand il eut repris son pourpoint et son haut-de-chausses, il parut un grand jeune homme de mine avenante : — Mon compère, dit-il à Callot, je vous ai fait belle frayeur, tantôt ; pour vous en payer, je vous offre pour tout le temps qu'il vous plaira un logement chez moi, une place à ma table, mon crédit et mes conseils, que l'on recherche quelque fois. Moi aussi, jeune homme, j'ai fui comme toi mon pays et ma famille pour me livrer en liberté à ma passion pour les arts ; moi aussi, sans un digne sculpteur tyrien qui m'accueillit par pitié, j'aurais dû lutter contre la misère pendant bien des années de ma jeunesse. Je ferai pour toi ce que l'on a fait pour moi. Et vive Dieu ! compère, si tu as autant d'ardeur au travail que d'heureuses dispositions, tu deviendras célèbre.

Or sus, mes compagnons, je vous convie à venir souper tous chez Pierre de Tranqueville, et à boire jusqu'à demain matin, à ma statue della *Préséravara*, que je viens d'achever. Nous boirons aussi aux succès futurs de Jacques Callot.

S. HENRI BERTHOUD.

IL EST TARD.

MŒURS PARISIENNES.

Qu'importe au lis mourant la tardive rosée.

LAMARTINE.

Albine était enfant. Sa physionomie n'exprimait que d'innocents plaisirs, qu'une douce joie. Ses moments s'écoulaient avec vivesse ; une fleur, un oiseau faisaient le bonheur de sa journée ; seulement le soir un léger soupir s'échappait de son jeune cœur quand la comtesse de B., la prenant sur ses genoux, lui disait : — Albine, vois-tu le soleil qui se cache derrière la montagne ; entends-tu la clochette du troupeau de chèvres blanches, la corne muse du berger ? depuis long-temps le coq s'est tu ; le rossignol commence à chanter, et la nuit appelle ses petits. Qu'est-ce que cela veut dire ? L'enfant jetait un coup d'œil de regret autour d'elle et disait : — Il faut qu'Albine aille dormir. Il est tard !

fère un emploi digne d'un pareil service ; ta tête tombera si elle est fautive. Manet confirme par serment ce qu'il vient d'avancer. Aussitôt le dey ordonne aux bey d'Oran, de Constantine, de Tittery, de se réunir, et ils marchent à la fois sur divers points à la rencontre de l'armée d'Osman. Trois jours étaient à peine écoulés, que les fils du cheik battirent les bey d'Oran et de Constantine ; mais celui de Tittery, plus heureux, les vengea ; car, après avoir enveloppé ses ennemis, il les tailla en pièces, fit un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels les deux généraux, enfans d'Osman. Le vainqueur se disposait à leur trancher la tête, lorsque l'un d'eux l'ayant supplié de consentir à un échange contre les chrétiens, le bey envoya l'avis au dey d'Alger, qui en fixa le nombre à cinq cents. Osman, à l'arrivée du courrier porteur de cette nouvelle transmise par le bey de Tittery, se soumit volontiers à l'échange proposé. Il se rendit au bain, vit trois cents esclaves que l'on amenait aux travaux, et fit suspendre leur marche ; deux cents autres furent ajoutés à ce nombre.

J'avais l'habitude de sortir un des derniers du bain quand je savais que les lieux où nous devions passer étaient stériles ; je marchais, au contraire, à la tête de la colonne toutes les fois que nous nous dirigeons sur des points où la facilité de marauder pouvait me tenter. Ce jour-là je traînais ma chaîne avec gaieté, certain que le propriétaire, qui souffrait nos vols en silence, nous laisserait le choix. Bien m'en prit ; car c'est à cette heureuse idée que je dois ma liberté avec l'inappréciable avantage de revoir mon pays. Pourquoi faut-il que j'aie encore à gémir sur la sorte de quinze cents compagnons qui, selon toutes les apparences, rendront le dernier soupir dans l'esclavage ! Je me trouvais donc au milieu de trois cents esclaves qui se rangèrent les premiers sous les yeux du cheik. Il se mit lui-même à la tête d'une armée, et nous escorta jusqu'aux environs de Tittery. Osman et le bey s'étant rencontrés, se baisèrent les épaules, et l'échange s'opéra. (C'était au mois de septembre 1815.)

En paraissant devant le bey de Tittery, nos fers tombèrent ; on nous laissa le simple grillet indiquant notre servitude au profit du gouvernement d'Alger. On nous habilla ; nous fûmes nourris trois mois entiers sans faire aucun travail. Quels délices ! Je me croyais dans la terre de Chanaan ! L'époque où le bey solde ses contributions au dey d'Alger étant arrivée, on nous conduisit à ce dernier, et voilà Pierre-Joseph Dumont esclave d'un nouveau maître.

Les chrétiens sont habillés tous les ans de vêtements tout en laine, excepté la chemise qui est d'une toile grise et claire comme un tamis. Ces vêtements consistent en un gilet, une capote, une enfilote, et des souliers de maroquin qui ne durent qu'un jour. On a pour nourriture pendant vingt-quatre heures deux pains noir de cinq onces chacun, avec sept ou huit olives d'une odeur insupportable.

Le bain est distribué par chambres de trente à quarante hommes ; lorsqu'il est plein, l'excédent repose dans les corridors, sur les escaliers, dans la cour, jusqu'à ce qu'il se trouve des places vacantes. Le gouvernement emploie cinq esclaves aux travaux qui lui sont familiers. N'ayant point de profession, on n'occupait à porter des fardeaux, à servir d'aide aux charpentiers et aux ouvriers de l'arsenal.

J'étais depuis huit mois dans ma nouvelle captivité, lorsque l'amiral *Ernouth* se présenta devant Alger, au mois d'août 1816. Il exigea du dey la remise de tous les esclaves chrétiens de toutes les nations, et fit en même temps ses dispositions pour bombarder la ville. On nous conduisit alors, au nombre de cinq cents, dont un trentième de Français, dans une immense caverne au sommet de la montagne d'Alger. Il nous fallut quatre jours pour y arriver. Dans l'appréhension d'une révolte, on nous avait enchaînés. Malgré le temps que nous avions mis à tourner la montagne, nous étions encore assez près de la rade pour voir fort distinctement le combat qui nous offrait le spectacle le plus imposant de la flotte algérienne. C'est alors que les coups roulerent sur nos épaules, comme les boulets sur la ville ; mais cet effet de la rage ennemie ne put nous empêcher de faire des vœux pour le succès des forces anglaises ; car nous ne doutions pas qu'il ne marquât la fin de nos maux. Cependant le ministre du dey nous refusa cette consolation ; car, sans en prévenir son maître, il commanda qu'on abattit nos têtes. En conséquence, on nous décida que nous étions libres. Tous se précipitèrent à l'ouverture de la caverne ; déjà quatre têtes venaient de tomber, lorsque les Turcs, qui n'agissaient qu'avec répugnance, et qui sont d'ailleurs bien moins féroces que les Arabes, dépêchèrent un de leurs camarades vers le dey afin de faire cesser cette boucherie, s'il était possible. Celui-ci ordonna de nous mettre en liberté, et le courrier porteur de cette bonne nouvelle fut de retour à dix heures du soir. Pendant cet intervalle, trente-deux têtes avaient roulé sur la poussière. Les esclaves témoins de ce carnage abominable et craignant le même sort, refusèrent long-temps de sortir. Il fallut de nouveau employer les coups, jusqu'à ce qu'entendant de nouveau les cris de joie, de ceux qui avaient passé les premiers, ils fussent certains de la vérité du message.

Alors nous traînâmes nos fers en courant, parmi les ronces et les épines, vers le rivage. Des chaloupes, anglaises nous recueillirent, et là nos dernières chaînes tombèrent au milieu des larmes de trois mille habitants qui versaient du plus profond regret de ne pouvoir obtenir leur délivrance.

Qui peindra mon étonnement d'apprendre à bord des vaisseaux les événements de la révolution française ! Tout ce qu'on me disait me paraissait si étrange, que je me figurais que les Anglais s'amusaient à mes dépens et voulaient rire de ma crédulité. Je ne fus pas bien trompé à Naples. A Marseille, on me fit le même récit ; il ne me fut plus possible de me refuser à l'évidence.

Une frégate conduisit Dumont à Naples ; de ce lieu, il s'embarqua pour Marseille où il retrouva un Lyonnais, compagnon de ses infortunes à Alger, et dont l'esclavage avait duré dix-huit ans. Dumont partit avec lui pour Lyon, et de cette ville, il se rendit seul à Paris, où il arriva par le coche d'Auxerre, le 24 janvier 1817, après trente-neuf ans d'absence.

(Le Navigateur.)

Les salons étaient brillamment illuminés, un orchestre délicieux redisait les thèmes des chefs-d'œuvre de nos grands maîtres. Des femmes élégantes, jeunes et jolies, embellissaient la fête. La plus belle, cependant, n'avait point encore paru. Un murmure flatter l'annonce. La comtesse de B. entra, suivie d'une jeune personne, belle de sa simplicité et de son air de candeur. Une robe de crêpe blanc, un bandeau de perles dans ses cheveux noirs compose toute sa parure. Les longues paupières d'Albine sont baissées; elles voilent ses regards spirituels et doux; mais cette timidité, loin d'ôter de la grâce à quelques-uns de ses charmes, l'embellit encore. La beauté subjugue, entraîne; mais cette sorte de crainte d'une jeune fille qui fait son entrée dans le monde a quelque chose qui émeut, qui attendrit.

Des éloges donnés à demi-voix s'élèvent comme un bourdonnement, du groupe d'hommes qui entoure Albine. Un seul se tait: c'est Edouard de T. Mais ses grands yeux bleus, pleins d'expression, demeurent attachés sur cette jeune fille, qui paraît ignorer sa beauté.

Au prélude d'une contredanse, des jeunes gens se précipitent vers Albine, ils sollicitent la faveur de danser avec elle; mais Edouard les a devancés, et la main de la jeune fille est dans la sienne. Albine regarde sa mère, elle sourit, ce bal l'amuse; sa tête, légèrement penchée d'abord, se relève, ses joues se colorent, ses yeux s'animent, une noble simplicité, une grâce enchanteresse dirigent tous ses mouvements, et le léger Edouard se dit qu'il aime pour la vie.

Mais la foule se disperse, les salons deviennent déserts, la fête n'est plus animée, les lustres semblent jeter moins d'éclat, on se regarde, on est presque triste; ainsi l'homme se fatigue de tout, même du plaisir. La comtesse de B. et sa fille ont disparu. Edouard s'éloigne en soupirant. Il est tard.

Un bouquet de fleurs d'orange se balance sur sa tête, et les roses blanches attachées à sa ceinture sont agitées par les battements de son cœur. Il y a dans son âme un mélange de bonheur, d'inquiétude, d'amour et de crainte. Elle attend, elle tremble, et cependant elle aime.

Ce nouvel état dans le monde, cet avenir attaché à celui d'un autre, cette entrée dans la vie, puis enfin cette soirée qui va finir; cette soirée dont l'issue est encore incertaine pour la jeune vierge, mais dont sa pudeur s'alarme; toutes ces pensées nouvelles ne doivent-elles pas troubler cette intéressante Albine, qui n'a jamais quitté sa mère?

Edouard regarde la pendule, la marche lente de l'aiguille irrite son impatience; tout ce qui l'entoure lui est importun; ce concert où sont réunis les premiers artistes lui est insupportable; ces chants si suaves, ces braves excités par l'enthousiasme blessent son oreille. Il aimerait mieux la douce voix d'Albine, une parole dictée par son cœur. Ses yeux s'attachent avec ivresse sur cette jeune fille, qui, le matin, lui a tout promis, qui lui a confié le bonheur de toute sa vie. A un moment de silence, succède une légère agitation dans le salon. La jeune fille toute vêtue de blanc a suivi sa mère. Il est tard.

Elle est couchée sur une ottomane, ses yeux sont noyés de larmes, la faible lueur d'une bougie éclaire seule son appartement. Albine prête une oreille attentive; elle croit distinguer le roulement d'une voiture. Vaine erreur! tout est calme; elle n'entend que le mouvement régulier et monotone du balancier de la pendule. Elle se lève, entre dans un appartement voisin du sien. Il est désert, le feu de l'âtre allumé depuis plusieurs heures s'est éteint. Il fait froid, Albine frissonne; elle s'arrête devant son portrait. Elle est là avec une robe de crêpe et un bandeau de perles. « Oui, j'étais belle alors, dit-elle, mais à présent! » et elle se détourne avec amertume en voyant son image réfléchie dans une glace. Mais la grande porte s'est ouverte, une voiture est entrée dans la cour de l'hôtel. « C'est lui, dit Albine; ah! cachons-lui cette cruelle jalousie qui me déchire, l'amour qui n'est plus partagé n'excite que la pitié. Elle rentre dans son appartement; elle écoute encore. Infortunée! elle espérait que la porte qui le séparait serait ouverte par lui. Un léger bruit s'est fait entendre dans la chambre d'Edouard, puis tout est rentré dans le calme. Albine tombe épuisée de douleur, sa tête s'incline, ses paupières se ferment. Il est tard.

La jeune femme a perdu sa fraîcheur, sa beauté, une main de fer, la main du malheur a courbé sa tête, ses joues sont flétries, ses regards sont éteints, elle est mourante. On la transporte près d'un balcon qui donne sur le jardin de l'hôtel; elle a voulu voir, une dernière fois, des fleurs et un beau jour. Une feuille de rose, emportée par l'air du soir, vint s'arrêter sur le balcon. « Pauvre feuille, dit Albine, tout à l'heure tu brillais avec tes compagnes, mais l'aquilon t'a enlevée, déjà il t'a flétrie. Pauvre feuille, tu vas mourir sur une froide pierre. Encore, si tu recevais la bienfaisante rosée, tu oublierais un instant ce que tu as souffert, et tu reprendrais ta fraîcheur du matin. » Ainsi parle Albine; son sourire est doux et triste. Mais tout à coup sa respiration devient précipitée, son teint s'anime, ses regards éteints brillent maintenant d'un éclat extraordinaire. Ses lèvres murmurent un nom: c'est lui! Il est à ses pieds, celui qui l'a abandonnée; il pleure, il pousse des gémissements, et à travers ses sanglots, il prodigue les noms les plus doux, les caresses les plus tendres à celle qu'il aime. Albine soulève lentement ses bras affaiblis, les passe autour du cou d'Edouard: « Je suis encore heureuse, dit-elle, un regard d'amour efface tant de maux. La rosée du soir a ranimé la pauvre feuille. Edouard, ne me quitte plus. » Elle veut se lever, jette un cri, retombe sans forces, et une voix secrète et terrible fait entendre ces paroles à Edouard. Il est trop tard.

CUISINE HOPKINSONIENNE.

M. Hopkinson, alderman et propriétaire d'une brasserie célèbre, rencontra, il y a quelque temps, près de son établissement, rue de Piccadilly, le noble marquis d'Hertfort. Tout deux avaient assisté récemment à un banquet donné par les aldermen de Londres, magistrats civils d'une haute renommée gastronomique; leur conversation tomba naturellement sur cette séance solennelle, dont leur estomac avait gardé le plus doux souvenir. Lord Hertfort fit surtout l'éloge de plusieurs pièces de venaison.

— Cela me rappelle, dit M. Hopkinson, que je viens de re-

cevoir de Francfort un superbe morceau de sanglier. C'est une pièce admirable, qui, j'espère, me fera honneur au dîner que je vais offrir au directeur de la compagnie des Indes-Orientales; mais une chose m'embarrasse, c'est la manière de l'accommoder.

— Eh bien! reprit le lord, envoyez cela à mon chef; il l'arrangera à merveille.

M. Hopkinson s'inclina, remercia, et quitta fort satisfait le noble pair.

Au bout de huit jours il rencontre de nouveau le marquis d'Hertfort.

— Eh bien! et le morceau de sanglier?

— Délicieux, Milord, et je ne puis trop rendre grâce à votre seigneurie: sans l'aide de votre chef...

— On a donc été content?

— Content!... Echanté! Cette chaire noire nous parut bien d'abord un peu coriace, mais enfin nous en vinmes à bout. Jamais, au reste, je ne me serais avisé de servir et de manger le sanglier froid.

— Froid!... Vous avez mangé le sanglier froid!...

— Sans doute, Milord; tel que l'avait appreté votre cuisinier.

— Eh! mais, mon cher Alderman, il n'avait fait que le préparer pour la cuisson. Il lui fallait bien 6 heures de tournébroche.

M. Hopkinson et ses confrères avaient mangé le sanglier cru. Cette anecdote a beaucoup égayé la cour, et maintenant tout ce qui figure sur la table sans avoir subi l'épreuve du feu s'appelle cuisine hopkinsonienne.

ANNONCES.

Une jeune personne possédant le Français, l'Anglais et la Musique, trouvera à se placer avantageusement, moyennant des renseignements sur sa capacité et son caractère. S'adresser au bureau du Courrier des États-Unis. 81-31

Mme. N. T. ARTIGUENAVE qui a professé avec succès à Paris et de dix ans à New-York, a l'honneur de faire part aux dames de cette ville, qu'elle ouvrira, le 20 de ce mois, un Cours de Musique, et de Forte Piano, qui aura lieu trois fois par semaine, le lundi, mercredi et samedi, de dix à quatre heures; le prix est de \$20 par quartier. Mme. A. joindra à ce cours de musique, un Cours de Langue Française, le mardi, jeudi et samedi, de dix heures du matin à deux heures de l'après-midi. Le prix du quartier est de \$10. 81-21

A VENDRE chez M. THOISNIER DESPLACES, libraire de Paris et de New-York, Exchange-Place, No. 52. HISTOIRE DE NAPOLEON par M. de NOIRVINS, 4 vol. en 80 avec vignettes, cartes et plans, \$13; Précis du consulat et de l'Empire sous Napoléon, avec les réflexions de Napoléon lui-même. 1 vol. 8 vo. \$2. Biographie universelle des hommes les plus marquants sous tous les rapports. 52 vol. 8 vo. \$50—broché. Annuaire historique et universel depuis 1818 jusqu'à 1830. 1 gros vol. 8 vo. de 1,000 pages \$3. Chaque année peut se vendre séparément. Dictionnaire synonymique de la langue française, par Laveaux. \$3. Dictionnaire espagnol-français, par Trupiani. 2 vol. 8 vo. de 1500 pages. 6.50. Dictionnaire géographique universel d'après Malte-Brun. 2 vol. 8 vo. \$8.

AVIS. — M. JOSEPH COLLET, No. 133 Greenwich-street, a constamment à vendre aux prix les plus modérés en gros et en détail, un assortiment complet de vins de France, d'Espagne, liqueurs de toutes sortes, vieux xéres, (sherry) vins d'Orpoto et Maude, eaux-de-vie d'apricot, genièvre et rhum en bouteilles, daines Jeanne ou futs en entrepôt; Chateau-Margaux, La Fite, St. Julien, Medoc, trémitage, Côte-Rouge, haut Barsac, Sauterne, Grave, Malaga, muscat frontignan, Champagne en bouteilles et en panes, etc. Jos. Collet s'engage envers le public et ses amis à fournir ces articles dans leur état naturel, tels qu'ils ont été importés, et à plus bas prix qu'on ne pourrait s'y attendre. Les frais de transport seront à sa charge. Il prépare pour les voyageurs des provisions, et des fruits dont il garantit la conservation à la mer. Bœuf, veau, cuisses d'oie, volailles, canards, conits, etc. tomates, champignons, coings, tablettes de bouillon, etc. Joseph Collet peut également disposer de quelques appartements bien meublés, et recevoir en pension chez lui à des prix modérés un petit nombre de personnes respectables.

AVIS.

Le docteur V. GUILLOU, ayant définitivement fixé sa résidence à New-York, a l'honneur de prévenir le public, qu'on pourra le consulter tous les jours à son domicile No. 52 Hudson-st. L'expérience qu'il a acquise par un long séjour sur la côte du Mexique, et dans les îles occidentales et l'étude particulière à laquelle il s'est livré des maladies ordinaires dans ces climats, le mettent à même de donner des conseils salutaires aux personnes qui avaient l'intention de les habiter. Les français et les espagnols ignorant la langue anglaise, pourront consulter le Docteur Guillou dans leur propre langue. Il se réfère:

à New-York, aux docteurs	Alex. H. Stevens,	
	J. W. Francis,	
	J. J. Graves,	
à Philadelphie	R. Laroche,	
	Thos. Harris,	
	Samuel Baker	Professeurs
à Baltimore	R. W. Hall	de l'université
	V. Potter, etc.	de Maryland.

Le docteur Guillou recevra volontiers dans son étude, deux élèves en médecine, ou un plus grand nombre, qui indépendamment des moyens qu'ils trouveront chez lui de se perfectionner dans leur profession, auront la faculté d'y acquérir sans frais la connaissance des langues française et espagnole. 41

DENTS INCORRUPTIBLES.

MM. PLANTOU père et fils, Chirurgiens Dentistes de Paris, premiers fabricants des dents incorruptibles, qui leur ont mérité depuis près de dix ans un certificat de la Société Médicale de Philadelphie, attestant la supériorité de cette espèce de dents artificielles sur toutes celles faites de matières sujettes à corruption, offrent aux habitants des États-Unis leurs services pour toutes les opérations de leur art. Ils placent ces dents, qui ne changent jamais de couleur et ne contractent jamais de mauvais odeur, depuis une seule jusqu'à des rateliers entiers, lorsqu'il ne reste plus une dent dans la bouche. Ils ont obtenu une patente pour la perfection qu'ils ont acquise dans la fabrication, la solidité et la durée de ces dents. Leur résidence est à Philadelphie, quatrième rue Sud, No. 110. 61-1 f

J. B. LAFOY, No. 27 Ann-street.

De retour à New-York, où il est connu depuis vingt ans pour faire des Perruques et Toupets. Deux Poëtes de l'agence à vendre; un petit tout monté et un grand démonté.

AVIS.

Un père, âgé, et son épouse, sollicitent de leurs compatriotes, habitants des États-Unis, de vouloir avoir la bonté de leur donner quelques renseignements sur l'existence ou le décès de M. ou Robbe (Julien), ébéniste, leur fils, né à Paris, âgé de 43 ans. Cette famille n'a pas reçu de ses nouvelles depuis 1816, époque à laquelle il était à Philadelphie, chez un sieur Barquet, ébéniste, près l'église catholique, 6ème rue Sud. Les personnes qui donneront à cet égard des renseignements suffisants, sont priées de vouloir bien les adresser au bureau du Courrier des États-Unis, ou à MM. Batou frères, à la Pointe à l'Île (Guadeloupe), où on leur fera la remise des frais que pourraient occasionner leurs démarches ou les actes qu'ils pourront produire; on offre même une récompense aux personnes à qui il pourra être agréable. 80-3 f

Une famille qui doit quitter cette ville, désire vendre les meubles de sa maison, qu'elle occupe; les meubles sont presque neufs et dans le dernier goût.

Les personnes qui veulent entrer en marché, peuvent s'adresser à l'office de Eugène BERGONZIO, No. 8 Broad street. 80-3 f

AVIS.

Musique Nouvelle en l'honneur de la Révolution de France. E. RILEY, No. 29 Chatham-street, vient de mettre en vente, les 27, 28 et 29 Juillet à Paris; l'Hymne National, dont les chants ont été la brave population de Paris pendant ces journées mémorables, avec accompagnement de piano pour le Piano, dédiée au Général Lafayette, par sa fille, Mademoiselle Eugénie Lafayette. 76-4 f

Mr. G. F. WEISSE, de Paris, qui a professé dans plusieurs pays de cette ville et notamment au High School, vient d'ouvrir une classe du soir pour l'enseignement de la langue française, au No. 3 Courtlandt street.

Mr. G. F. W. donne aussi des leçons particulières. Heures des classes, de 6 à 7 et de 7 à 8.

Les personnes qui désirent prendre des leçons pourront trouver Mr. W. au No. 3 Courtlandt street, tous les jours, depuis 1 heure jusqu'à 3.

Très beau Papier de Poste français à vendre chez A. THOISNIER DESPLACES, 32 Exchange-place.

Avis important aux amateurs de la Danse de société et de la Walse, et principalement à ceux qui tiennent à profiter d'une bonne méthode d'enseignement:

ÉCOLE DE DANSE ET DE WALSE.

M. et Mme. ACHILLE ont l'honneur de faire savoir que leur École de Danse ouvrira le 2 octobre.

Prix par quartier \$12, et \$5 d'entrée pour les commençants.

CLASSIQUES FRANÇAIS.

Le soussigné vient de recevoir et offre à des prix au-dessous de ceux d'Europe, les ouvrages suivants:

Œuvres de Voltaire, 75 vols 80, brochés, \$40; les mêmes reliés, \$75—Rousseau, 26 vols 80, reliés, \$26—Racine, 6 vols 80, brochés, \$6; les mêmes reliés, \$9—Molière, 6 vols 80, reliés, \$9—Bossuet, 21 vols 80, reliés, \$30—Cours de littérature de Laharpe, 18 vols 80, reliés, \$24—Le Sage, Gil Blas, 3 vols 80, reliés, \$5; le même broché, \$3 50—Vies des hommes célèbres de Plutarque, traduit par D. Ricard, 16 vols 180, brochés, \$5.

Tous les ouvrages ci-dessus, le Plutarque excepté, sont d'une édition uniforme, imprimés avec des caractères neufs sur de très beau papier.

Foreign and Classical Bookstore, CHARLES DE BEIR, Director, 108 Broadway, New-York, 32 South-sixth-street, Philadelphie.

FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

WM. HAGAR et Cie. ont transporté leur fonderie du No. 20 aux Nos. 29 et 31 Gold-street. Ils ont un assortiment complet de caractères qu'ils offrent aux prix suivants.

Six lignes au-dessus de Pica, au même prix que partout ailleurs.	
Pica..... 36 cents.	Small Pica..... 33 cents.
Long Primer..... 40	Brevier..... 56
Bourgeois..... 46	Minion..... 70
Nonpareil..... 90	Pearl..... \$1 40
Diamond..... \$2.	

A six mois de crédit, ou à 7 1/2 pour cent d'escompte. Ils prennent de vieux caractères en paiement, à raison de 9 cents la livre.

Wm. Hagar et Cie. appellent l'attention des Imprimeurs à leur nouveau métal qu'ils garantissent supérieur à tout autre employé dans ce pays, et qui est de 10 à 12 p. c. plus léger que l'ancien. Ils ont de nouveaux moules depuis le Pica jusqu'au Diamond, et sont agents de M. Samuel Hust, inventeur de la presse dite Washington Press, qu'ils vendront à un prix modéré.

BUREAU D'AGENCE, à NEW-YORK, Broad-street, No. 8.

On s'y charge d'acheter et de vendre à commission, d'effectuer les assurances, d'opérer la rentrée de fonds et d'en faire la remise; de faire les entrées de Douane, pour chargements et déchargements de marchandises, bagage, etc.; de traduire toute espèce de documents et de servir d'interprète; de procurer des professeurs de langues, d'arts et de sciences; de fournir les renseignements nécessaires pour se faire naturaliser citoyen des États-Unis; et enfin d'exécuter tout ce qui pourra être utile aux personnes qui auront recours, ou qui enverront leurs ordres à M. EUGÈNE BERGONZIO, directeur de cet établissement, qui donnera les garanties nécessaires de son exactitude et loyauté.

Il y a dans le même Bureau, constamment à vendre, différentes quantités de Cigares de la Havane, en lots ou en boîtes de 250.

AUX AMATEURS DU BON GOUT.

A. C. SMETS et Cie., Broadway, No. 258, s'exerçant toujours à réunir chez eux toutes les Grâces, tellement favorisées par les Dames, ont le plaisir d'annoncer qu'ils viennent de recevoir des envois de leurs agents en Europe, qui surpassent, par l'élégance et la grâce des articles, tout ce que l'on a vu jusqu'à présent. Les Dames sont invitées de venir partager l'admiration que ces nouveautés inspirent. Les brillantes robes de bal sont d'un goût rare; les dessins exquis des riches voiles de blonde et de dentelle sont surprenants. Les broderies, les boas, les bonnets, les écharpes, les pèlerines, les cravattes et les canezous sont les produits des plus célèbres fabriques. Enfin dans leur joli magasin se trouve tout ce qui peut plaire à ce goût délicat qu'offrent à nos yeux les toilettes charmantes des Dames de l'Amérique.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le Courrier des États-Unis paraîtra tous les samedis et mercredis.—Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port.—Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé.—Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit: à New-York, au bureau du Courrier des États-Unis, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du Courrier des États-Unis ou à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal. \$15, sans le Journal. \$1 pour chaque insertion n'excedant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 centes pour chacune des fois suivantes.